

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2022-DIME-144	Décret <i>Dekret</i>	Campus Schwarzsee / Lac Noir - Octroi d'un crédit d'engagement complémentaire en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants <i>Campus Schwarzsee / Lac Noir - Dekret über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Markus Stöckli Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2023-GC-88	Motion <i>Motion</i>	Sapeur-pompier de milice – un engagement qui vient du coeur <i>Engagement bei der Milizfeuerwehr – eine Herzensangelegenheit</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Savio Michellod Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Sébastien Dorthe Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2023-GC-222	Requête Eingabe	Demande de procédure accélérée pour le traitement de la motion 2023-GC-221 « Une base légale afin d'aider la population fribourgeoise à faire face à l'augmentation brutale des prix de l'électricité ! » <i>Antrag auf beschleunigtes Verfahren zur Behandlung der Motion 2023-GC-221 «Eine gesetzliche Grundlage, um der Freiburger Bevölkerung zu helfen, den drastischen Anstieg der Strompreise zu bewältigen!»</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Eliane Aebischer Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> David Bonny Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>		
5.	2023-GC-225	Résolution Resolution	Davantage de médicaments génériques et biosimilaires pour les patients dans le canton de Fribourg afin de diminuer les coûts de la santé <i>Mehr Generika- und Biosimilar-Medikamente für Patienten im Kanton Freiburg, um die Gesundheitskosten zu senken</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	David Bonny Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Gaétan Emonet Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>		
6.	2023-DSAS-22	Décret Dekret	Décret concernant la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile <i>Dekret über einen Verpflichtungskredit zur Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Marc Fahrni Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
7.	2023-DSAS-39	Rapport <i>Bericht</i>	Garantir un cadre clair et sûr pour l'HFR (Rapport sur mandat 2022-GC-16) <i>Ein klarer und sicherer Rahmen für das HFR (Bericht zum Auftrag 2022-GC-16)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
8.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Message 2022-DAEC-144

6 juillet 2023

Projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement complémentaire en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants au Campus Schwarzsee / Lac Noir

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit complémentaire de 18 210 000 francs en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants sur le Campus Schwarzsee / Lac-Noir. Ce crédit complémentaire est composé d'un crédit additionnel de 7,52 millions de francs au crédit 2016-DSJS-135 ainsi que d'un nouveau crédit de 10,8 millions de francs.

Table des matières

1	Introduction	2
2	Description des projets	3
2.1	Construction de la salle de sport triple	3
2.2	Construction de la place de sport extérieure couverte	3
2.3	Rénovation des bâtiments existants et équipement	4
3	Coûts	4
3.1	Construction de la salle de sport triple	4
3.2	Travaux de rénovation et assainissement des bâtiments existants	5
4	Montant du crédit complémentaire	5
5	Coûts d'exploitation estimés	6
6	Durabilité	6
7	Planning	7
8	Conclusion	7

1 Introduction

Le 4 novembre 2016, le Grand Conseil a approuvé un crédit de 7,69 millions de francs pour la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee / Lac-Noir (Décret 2016-DSJ-135) sur une partie de la place de parc du Campus. Par la suite, les discussions menées entre l'Etat et la commune de Planfayon quant à l'emplacement de la salle et notamment l'opposition de la commune à l'emplacement sur la place de parc ont retardé la mise en route du projet et ont amené à l'élaboration d'un second projet, de nouvelles analyses et d'une nouvelle procédure, pour la salle triple et une place de sport extérieure couverte sur un nouvel emplacement. Le concours de prestations globales a été lancé en été 2019 (10 projets ont été déposés).

A l'unanimité, le jury a choisi le projet de la société Blumer-Lehmann de Gossau, pour le développement et la réalisation de la salle triple uniquement, la place de sport extérieure couverte ayant été dissociée du concours par le jury lors des délibérés pour des raisons économiques. Ce projet est certes celui dont les coûts sont les plus élevés au moment du dépôt de l'offre, mais c'est aussi le plus abouti et le plus fonctionnel. C'est celui qui correspond le mieux aux exigences qualitatives et architecturales, répondant le mieux aux besoins des utilisateurs. Il n'a ainsi demandé que des adaptations mineures lors des phases de développement du projet, ce qui a permis de retrouver une partie de la différence (14.49% par rapport à l'offre la moins cher des quatre finalistes).

Le mode de construction est celui appelé « en entreprise totale », c'est-à-dire que la construction de la halle triple constitue un seul marché (public) permettant ainsi la sous-traitance simple à des entreprises actives sur le marché local ou régional, notamment par les pratiques à livres ouverts et une réserve spécifique permettant de tenir compte de l'intérêt de l'emploi local comme cela est testé actuellement sur le projet EDFR (Bellechasse). Le contrat signé avec l'entreprise Blumer-Lehmann accorde ainsi au Maître d'ouvrage un droit de regard sur les entreprises invitées à soumissionner et sur les propositions d'adjudications.

A la suite de la remise en question de l'emplacement du projet, il a été décidé d'implanter la nouvelle salle à l'emplacement de la halle existante qui sera, par conséquent, détruite avant la construction de la nouvelle salle. Pour pallier le manque de salle de sport pendant le chantier, un lieu de pratique transitoire doit être réalisé.

Par ailleurs, les utilisateurs, y compris le service civil, par l'intermédiaire du Service du Sport (SSpo), ont fait part de plusieurs demandes supplémentaires, dont certaines avaient déjà été émises au moment du lancement du projet de Campus et de l'acceptation du premier crédit de transformation (la rénovation partielle et profonde du bâtiment A, la rénovation partielle et transformation des bâtiments B et D, le raccordement au chauffage à distance, les travaux sur les alentours, l'achat d'équipements et de mobilier extérieur, un nouveau terrain de sport en plein air, un nouveau ponton et l'équipement des salles de théorie, etc.).

L'étude systématique et méthodique des bâtiments existants, réalisée par le cabinet d'architecture Brühlhart Ducret, donne des résultats quantifiés et rationalisés selon la typologie des locaux, des fonctionnalités et des besoins des utilisateurs.

Il en résulte que plusieurs éléments d'assainissement des bâtiments A et B, plus anciens et sous-entretenus, n'ont pas été réalisés à ce jour et font état des mesures qui devraient être mises en place afin de répondre aux normes notamment énergétiques, de renforcer l'attractivité du site et d'optimiser, notamment d'un point de vue écologique, le fonctionnement de l'ensemble du Campus. Il convient en particulier d'améliorer l'enveloppe des deux bâtiments les plus vétustes et les moins performants en matière isolation thermique, notamment en vue d'une optimisation des coûts sur le plan énergétique.

C'est dans une logique de rationalisation et d'effet de synergies qu'il est proposé de réaliser les travaux de rénovation et de transformation en même temps que les travaux de construction de la halle triple. Réalisés de manière différée et séparée, ces travaux seraient notablement plus coûteux et ne pourraient pas apporter de bénéfices immédiats sur les coûts d'exploitation, notamment dans la perspective du raccordement du chauffage à distance (CAD) planifié dans le temps pour concorder avec la mise en exploitation de la halle triple.

2 Description des projets

2.1 Construction de la salle de sport triple

Le projet prévoit la construction de la salle triple sur la parcelle n°1803 du Registre foncier de la commune de Planfayon, sur l'emplacement de la salle de sport existante, qui sera démolie. Le bâtiment aura une hauteur de 12 m avec une hauteur de salle de 9 m, ce qui représente le standard d'une salle de sport. Le bâtiment couvre une surface d'une largeur d'env. 40 m et d'une longueur de 64 m, soit d'environ 2560 m². Comme son nom l'indique, la salle triple pourra être divisée en 3 salles simples séparées par des parois mobiles. Toutes les caractéristiques d'une telle salle seront présentes, y compris vestiaires, locaux de matériel, locaux techniques. En revanche, aucune tribune n'est prévue (mais seulement une coursive), le Campus fonctionnant essentiellement comme centre d'entraînement et de loisirs (camps). La construction respectera les critères énergétiques Minergie P. L'enveloppe est très performante et garantit une bonne inertie thermique indépendamment des conditions météorologiques extérieures. La nouvelle salle sera raccordée au réseau de chauffage à distance mis en place dans la commune.

La construction de cette salle triple permettra d'accueillir plusieurs grands groupes simultanément. Actuellement, avec les infrastructures à disposition et la météo que nous connaissons, le Campus doit se limiter à n'accueillir, en plus de la formation du service, qu'un groupe d'environ une centaine de personnes au maximum. Avec ces infrastructures supplémentaires, le Campus pourra accueillir plusieurs groupes allant jusqu'à un total de 250 à 300 personnes pour le domaine sport-loisirs. De plus, alors que les 9000 nuitées actuelles sont principalement, dans ce contexte restreint, réparties sur les mois de janvier à mars et de mai à août, la construction de cette nouvelle salle devrait augmenter cette fenêtre d'accueil sur l'ensemble de l'année et ainsi significativement augmenter aussi les nuitées.

Ce projet a déjà fait l'objet du crédit d'engagement 2016-DSJ-135 (7,69 millions de francs), qui s'est avéré largement insuffisant au moment de la concrétisation du projet et en lien aussi avec l'opposition de la commune concernée au site prévu, ce qui a nécessité une relocalisation du projet initial.

En effet, la totalité des prix déposés par les 8 entreprises générales était supérieure de beaucoup à l'estimation du coût de construction figurant dans le message accompagnant le crédit d'engagement. Les projets similaires de salles triples, réalisés ou devisés (en plaine et non en altitude) entre 2010 et 2020 prenaient en compte un coût situé entre 3,5 et 3,8 Mios par salle de sport « simple », soit un investissement total situé entre 10,5 et 11,4 Mios, la pratique montrant que le coût d'une halle triple, de par sa multifonctionnalité et sa flexibilité, dépasse généralement la somme du coût de trois halles simples.

Le développement du projet durant ces derniers mois a confirmé le montant de l'investissement à consentir pour doter le campus Lac Noir d'une installation sportive moderne et adaptée au site, et qui débouche sur un crédit additionnel de 7,52 millions de francs.

2.2 Construction de la place de sport extérieure couverte

Pour l'optimisation des coûts, et selon l'étude de faisabilité réalisée, la place de sport extérieure couverte fera office de salle de remplacement pendant la durée des travaux. Cette salle sera préservée par la suite au vu des besoins avérés des utilisatrices et des utilisateurs.

Cette construction transitoire a fait l'objet d'un appel d'offres indépendant et sera réalisée séparément par une autre entreprise, en entreprise totale, pour un budget de construction, indépendant de ce message et déjà octroyé par le Conseil d'Etat pour éviter des retards supplémentaires dans le projet, d'un montant de 1 775 000 francs.

2.3 Rénovation des bâtiments existants et équipement

La liste suivante fait état des travaux et installations à réaliser sur les bâtiments (le Bat. A date de 1971 et le Bat. B date de 1980), afin de remettre en état (notamment en rattrapant des travaux d'entretien) et aux normes ces bâtiments et de renforcer l'attractivité du site, respectivement d'optimiser le fonctionnement de l'ensemble du Campus par une utilisation complète de celui-ci. Elle s'inscrit également dans les attentes formulées, de longue date, par les utilisateurs. En effet, plusieurs éléments d'assainissement des bâtiments existants n'ont pas encore été réalisés (changements des fenêtres et des portes, isolation, etc.). De la même manière, certaines infrastructures sportives ont été provisoirement mises en attente.

- > Réparation et isolation thermique des façades (Bat. A)
- > Assainissement, remplacement des fenêtres et portes (Bat. A et Bat. B)
- > Réfection et isolation des toitures (Bat. A)
- > Installation de panneaux photovoltaïques
- > Assainissement des sanitaires et sous-sols (Bat. A)
- > Raccordement au chauffage à distance pour tous les bâtiments du Campus
- > Rénovation de la maison du concierge
- > Assainissement du carrelage dans les 2 cuisines (Bat. A)
- > Rénovation des peintures intérieures
- > Modification et aménagement de la zone d'accueil du Service du Sport (Bat. A)
- > Equipement multimédia dans les salles de théories (Bat. B)
- > Assainissement des douches (Bat. D).

Cette partie de rénovation et assainissement fera l'objet d'un projet et d'un planning indépendants pour ne pas retarder le projet de la salle triple. Il a cependant été décidé de la présenter dans le cadre du même message, pour permettre de disposer d'une vision d'ensemble sur les travaux à entreprendre sur le site. Il fait l'objet d'un nouveau crédit de 10,8 millions de francs.

3 Coûts

3.1 Construction de la salle de sport triple

Le résultat du concours de prestations globales pour la construction de la salle triple, montre que le crédit initial, à l'époque où il a été élaboré, c'est-à-dire développé à un autre emplacement, a été sous-estimé, comme nombre de crédits de construction de l'époque. Le montant global des coûts du projet de construction et d'équipement de la salle triple s'établit comme suit :

Halle de sport triple	Montants TTC
Etudes préliminaires, procédures, frais de raccordement chauffage à distance et couverture étendue de la toiture par des panneaux solaires	1 120 000
Coûts de réalisation selon concours [contrat d'entreprise totale (ET)]	12 350 000
Honoraires de l'entreprise totale	Inclus
Equipements sportifs mobiles	380 000
Sous-total	13 850 000
Divers et imprévus du CFC 583 (env. 5 % du montant de l'offre en ET). En phase SIA 41	625 000
Total construction salle triple	14 475 000
Réserve d'approximation du devis (env. 5% du montant des études et des travaux en phase SIA 41)	735 000
Total salle de sport triple	15 210 000

Le coût de construction de la halle de sport triple est basé sur l'offre de l'entreprise totale et de divers frais engagés jusqu'à ce jour, ce qui couvre environ 85 % des 15,211 millions constituant le coût total de la halle triple. Ce taux de couverture élevé permet de réduire à 5 % le pourcentage de la réserve pour divers et imprévus et celle de l'approximation du devis.

Le montant de 12,35 millions consacrée à la seule réalisation de la salle triple en ET est constitué de l'offre de l'entreprise totale de 2020 et d'un montant qui correspond à l'indexation des prix entre avril 2020 et avril 2023.

3.2 Travaux de rénovation et assainissement des bâtiments existants

Le montant global des coûts d'assainissement, de rénovation, complémentaires et d'équipement s'établit comme suit :

Rénovation et assainissement des bâtiments existants	Montants TTC
Travaux d'assainissement et de rénovation	7 360 000
Travaux complémentaires et d'équipement	285 000
Honoraires – Etudes et planification	500 000
Total	8 145 000
Divers et imprévus du CFC 583 (env. 15 % du montant des études et travaux en phase SIA 31)	1 230 000
Total travaux supplémentaires	9 375 000
Montant d'approximation du devis (env. 15 % en phase SIA 31)	1 425 000
Total	10 800 000

Les travaux d'assainissement et de rénovation de 7,36 millions de francs sont composés de la rénovation partielle et l'assainissement du bâtiment A (5,225 millions de francs) et du bâtiment D (1,23 millions de francs), de travaux sur les alentours (563 000 francs) et de la rénovation de la maison du concierge (342 000 francs).

Les travaux complémentaires et d'équipement de 285 000 francs sont composés d'un nouveau ponton sur le lac (115 000 francs), de l'achat d'équipements et de mobilier extérieur (115 000 francs) et de l'équipement de salles de théories (55 000 francs).

Les travaux ont été estimés en phase SIA 31 partielle et ne sont confirmés par aucune offre et à ces titres non conformes à l'OPIC. Il y a lieu cependant de préciser que le devis de ces travaux a été élaboré au début de l'année 2021 (réactualisés sur la base de l'indice d'avril 2023), avant l'entrée en vigueur de l'OPIC, et cela sans disposer d'un crédit d'étude spécifique qui aurait permis de procéder à des études plus complètes. Les pourcentages appliqués aux divers et imprévus du CFC 583, de même qu'à la réserve d'approximation reflètent cette situation.

4 Montant du crédit complémentaire

Le projet de décret porte sur l'octroi d'un crédit complémentaire de 18 210 000 francs, composé du crédit additionnel et du nouveau crédit ci-dessous.

Au vu du résultat du concours de prestations globales pour la construction de la salle triple un crédit additionnel, venant s'ajouter au crédit initial, est nécessaire :

Crédit additionnel	Montants TTC
Salle de sport triple	15 210 000
Crédit octroyé par décret 2016-DSJ-135 (ROF 2016_145)	-7 690 000
Solde nécessaire total TTC	7 520 000

Le résultat du concours de prestations globales démontre également que des travaux d'assainissement importants sont nécessaires pour les bâtiments existants :

Nouveau crédit	Montant TTC
Travaux de rénovation et équipement	10 800 000

Pour le financement un crédit complémentaire de 18 210 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances.

Il est rappelé qu'un montant de 1 775 000 francs a été octroyé de manière indépendante par le Conseil d'Etat pour la construction de la place sport extérieure couverte qui servira de solution transitoire durant le chantier.

5 Coûts d'exploitation estimés

Le projet présente un bon rapport qualité / investissement avec intégration des solutions techniques et architecturales simples pour satisfaire les exigences du point de vue énergétique et d'entretien / maintenance modéré.

Coûts d'exploitation estimés de la salle triple (en francs)

		Maintenance (annuelle)	Taxe de base (annuelle)	Estimation consommation d'énergie (annuelle)
Chauffage	Les coûts d'exploitation liés à la production d'énergie sont quasi inexistantes étant donné que la production de chaleur est assurée par le fournisseur de chauffage à distance (prix du kWh = 11,12 cts.)	1 000	4 800	18 750
	Distribution et émission de chaleur			1 200
Electricité	Eclairage, Appareillage, etc.			25 000
	Installation photovoltaïque	2 000		-20 500
Ventilation	Distribution d'air hygiénique	10 000		16 000
Ascenseurs	Entretien pour un ascenseur	1 200		
Eau	Consommation pour nettoyage, douches, etc., 15 m ³ /jour			23 000
	Epuration, taxes			
ECAB			6 000	
Entretien	Nettoyage et entretien courant	30 000		
	Totaux	44 200	10 800	63 450
	TOTAL – Montant TTC		118 450	

6 Durabilité

Les principes du développement durable décrits dans la norme SIA 112/1 sont pris en considération. Les bâtiments devront aussi satisfaire les recommandations KBOB en matière de constructions durables. Le standard de construction de la Halle triple est MINERGIE-P-Eco. Ces notions visent à prendre en compte, outre l'économie, les aspects environnementaux et sociaux qui sont liés à des enjeux de long terme. Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

Pour répondre aux objectifs d'exemplarité qui correspondent à la stratégie immobilière adoptée par le Conseil d'Etat, les constructions répondront aux critères de durabilité ci-après :

Economie	Respecter les budgets alloués et assurer des frais d'exploitation minimum, en cherchant un équilibre cohérent du projet de construction.
Société	Offrir des qualités spatiales mettant en exergue le confort de l'utilisateur (fonctionnalité, lumière, chaleur et acoustique), selon les exigences des normes actuelles. Il s'agit aussi de privilégier des systèmes passifs garantissant un confort hivernal et estival optimum en favorisant l'aération et la lumière naturelle.
Environnement	Respect des exigences en matière d'isolation et augmentation de celles qui concerne la production d'énergie électrique. La surface minimum légale de panneaux solaires a été augmentée et adaptée à la capacité de la toiture principale par un facteur de 2,7 (env. 1125 m ²). Utilisation et provenance des matériaux locaux (bois suisse, etc.).

7 Planning

Après la décision du Conseil d'Etat, et sous réserve d'éventuels recours, les prochaines étapes prévues pour la construction de la salle de sport triple sont les suivantes :

Mai 2022 – avril 2023	Exécution travaux préparatoires et construction du couvert extérieur
Juin 2022	Permis de construire octroyé - salle de sport triple
Mars 2023 – septembre 2023	Message crédit complémentaire et présentation au Grand Conseil
Mars. 2024 – juin 2024	Début des travaux de démolition + fondations
Juillet 2024 septembre 2024	Montage de la structure
Septembre 2024	Exécution des travaux techniques
Octobre 2024 mars 2025	Exécution des travaux d'aménagements intérieurs
Avril 2025	Installation des équipements d'exploitation
Mai-juin 2025	Mise en service

Les appels d'offre et travaux de rénovation et d'assainissement des bâtiments existants se dérouleront en parallèle selon un planning non arrêté à ce jour.

8 Conclusion

La construction de la salle de sport triple ainsi que les rénovations répondent à un besoin reconnu par les autorités et à une nécessité tant sur le plan de la mise à niveau générale des infrastructures sportives, de formation et d'hébergement que sur le plan de l'énergie et de la rentabilité du Campus.

Le Conseil d'Etat a exprimé la volonté de maintenir un équilibre entre l'utilisation par les civilistes et l'exploitation d'un centre cantonal de sport et loisirs, tout en ouvrant l'installation et notamment les hébergements au public lorsque les utilisations principales en laissent la possibilité. Grâce à ce développement, le Campus Schwarzsee / Lac-Noir peut devenir plus attractif pour nos jeunes, nos écoles, nos clubs sportifs régionaux et interrégionaux, les cours et camps J+S, les sociétés et groupes particuliers.

Dans l'optique d'attirer une clientèle plus diversifiée, et donc finalement de renforcer le potentiel d'exploitation du Campus, il paraît non seulement opportun, mais aussi nécessaire et complémentaire de réaliser la salle triple et les

travaux de rénovation des anciens bâtiments. Pour les cours et camps J+S en particulier, qui représentent pour le seul canton de Fribourg un grand potentiel d'occupation, la salle triple constitue une condition sine qua non pour garantir une formation adéquate dans des conditions adaptées correspondant aux standards des autres centres sportifs de Suisse.

Cette réalisation est également nécessaire pour être concurrentielle par rapport à d'autres et pour être pleinement attractive sur le marché des centres de sport et de loisirs. Ainsi, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit complémentaire d'un montant total de 18 210 000 francs.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

Ce décret est soumis au référendum financier facultatif et entrera en vigueur dès la promulgation du décret.

En conséquence, nous vous invitons à adopter le présent décret.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit complémentaire en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants au Campus Schwarzsee / Lac Noir

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le crédit d'engagement d'un montant de 7'690'000 francs alloué par le Grand Conseil le 4 novembre 2016 pour la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee / Lac-Noir (ROF 2016_145);

Vu le message 2022-DAEC-144 du Conseil d'Etat du 6 juillet 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 4 novembre 2016 (ROF 2016_145) d'un montant de 7'520'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux complémentaires nécessaires à la construction d'une salle de sport triple.

Art. 2

¹ Un nouveau crédit d'engagement d'un montant de 10'800'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la rénovation des bâtiments existants au Campus Schwarzsee / Lac Noir.

Art. 3

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels, sous le centre de charges 3394 / 5040.000 «Construction d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la LFE.

Art. 4

¹ Les dépenses prévues aux l'articles 1 et 2 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

Art. 5

¹ Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1^{er} avril 2023 et établi à 114.5 points dans la catégorie «Nouvelles construction» - Espace Mittelland et à 111.3 points dans la catégorie «Rénovation de bâtiment administratif» - Espace Mittelland (base octobre 2020 = 100 pts).

² Le coût des travaux de construction sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.



Botschaft 2022-DAEC-144

6. Juli 2023

Dekretsentwurf über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude auf dem Campus Schwarzsee / Lac-Noir

Hiermit unterbreiten wir Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits von 18 210 000 Franken für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude auf dem Campus Schwarzsee / Lac-Noir. Dieser Kredit setzt sich aus einem Zusatzkredit von 7,52 Millionen Franken zum Kredit 2016-DSJS-135 sowie einem neuen Kredit von 10,8 Millionen Franken zusammen.

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	2
2	Beschreibung der Projekte	3
2.1	Bau der Dreifachsporthalle	3
2.2	Bau eines überdachten Sportplatzes	3
2.3	Erneuerung der bestehenden Gebäude und Ausrüstung	3
3	Kosten	4
3.1	Bau der Dreifachsporthalle	4
3.2	Erneuerung und Sanierung der bestehenden Gebäude	5
4	Höhe des beantragten Kredits	5
5	Geschätzte Betriebskosten	6
6	Nachhaltigkeit	6
7	Planung	7
8	Schlussfolgerung	7

1 Einleitung

Am 4. November 2016 bewilligte der Grosse Rat einen Kredit von 7,69 Millionen Franken für den Bau einer Dreifachsporthalle auf einem Teil des Parkplatzes des Campus Schwarzsee / Lac-Noir (Dekret 2016-DSJ-135). In der Folge verzögerten die zwischen dem Staat und der Gemeinde Plaffeien geführten Diskussionen über den genauen Standort der Halle und insbesondere der Widerstand der Gemeinde gegen den Standort auf dem Parkplatz den Projektstart und führten zur Ausarbeitung eines zweiten Projekts, neuen Analysen und einem neuen Verfahren für die Dreifachsporthalle und einen überdachten Sportplatz an einem neuen Standort. Der Gesamtleistungswettbewerb wurde im Sommer 2019 ausgeschrieben (in diesem Rahmen wurden 10 Projekte eingereicht).

Die Jury sprach sich einstimmig für das Projekt des Unternehmens Blumer-Lehmann aus Gossau mit dem Namen Pick & Roll aus. Dieser Entscheid betraf einzig die Entwicklung und Realisierung der Dreifachsporthalle, da der gedeckte Aussensportplatz von der Jury in den Beratungen aus wirtschaftlichen Gründen vom Wettbewerb dissoziiert wurde. Das ausgewählte Projekt ist zwar zum Zeitpunkt der Offerteingabe dasjenige mit den höchsten Kosten, doch ist es auch das ausgereifteste und funktionellste Projekt. Es entspricht am besten den qualitativen und architektonischen Anforderungen und erfüllt die Bedürfnisse der Nutzer am besten. So waren in den Entwicklungsphasen des Projekts nur geringfügige Anpassungen nötig, wodurch zumindest ein Teil der Kostendifferenz wettgemacht werden konnte (14,49 % im Vergleich zum günstigsten Angebot der vier Finalisten).

Der Auftrag erfolgt in Totalunternehmenschaft. Das heisst, der Bau der Dreifachsporthalle wird in einem einzigen (öffentlichen) Auftrag ausgeschrieben, der entsprechend einfache Untervergaben an Unternehmen, die auf dem lokalen oder regionalen Markt tätig sind, zulässt. Wie beim FRSA-Projekt (Bellechasse) folgt die Zusammenarbeit mit dem Totalunternehmer hierfür dem Open-Book-Prinzip. Es kann auch eine spezifische Reserve vorgesehen werden, die es ermöglicht, das Interesse an lokaler Beschäftigung zu berücksichtigen. Der mit dem Unternehmen Blumer-Lehmann unterzeichnete Vertrag räumt dem Bauherrn ein Einsichtsrecht bei den zur Angebotsabgabe eingeladenen Unternehmen und den Vergabevorschlägen ein.

Nachdem der Standort des Projekts in Frage gestellt worden war, wurde beschlossen, die neue Halle an der Stelle der bestehenden Halle zu errichten, die folglich vor dem Bau der neuen Halle abgerissen werden wird. Dies bedeutet auch, dass während der Bauarbeiten ein provisorischer Ort für die sportlichen Tätigkeiten bereitgestellt werden muss.

Darüber hinaus haben die Nutzer, darunter auch der Zivildienst, über das Amt für Sport (SpA) zusätzliche Wünsche geäussert, von denen einige bereits bei der Lancierung des Campus-Projekts und der Annahme des ersten Umbaukredits vorlagen (tiefergreifende Teilrenovierung des Gebäudes A, Teilrenovierung und Umbau der Gebäude B und D, Anschluss an die Fernheizung, Umgebungsarbeiten, Kauf von Geräten und Mobiliar für den Aussenbereich, neuer Sportplatz im Freien, neuer Steg, Ausstattung der Theorieräume usw.).

Die systematische und methodische Untersuchung der bestehenden Gebäude durch das Architekturbüro Brühlhart Ducret lieferte quantifizierte und gestraffte Ergebnisse entsprechend der Typologie der Räumlichkeiten, der Funktionalität und der Bedürfnisse der Nutzer.

So ergab die Studie, dass mehrere Massnahmen für die Sanierung der älteren und ungenügend unterhaltenen Gebäude A und B bis heute nicht durchgeführt wurden. Weiter zählt sie die Massnahmen auf, die durchgeführt werden sollten, um die Attraktivität des Standorts zu steigern und den Betrieb des gesamten Campus zur Erfüllung der Energie- und anderen Standards zu optimieren. Insbesondere muss die Gebäudehülle der beiden ältesten und am schlechtesten isolierten Gebäude verbessert werden, auch um die Energiekosten zu senken.

Aus Gründen der Rationalisierung und der Synergien wird vorgeschlagen, die Renovierungs- und Umbauarbeiten gleichzeitig mit den Bauarbeiten für die Dreifachsporthalle durchzuführen. Wenn diese Arbeiten zeitversetzt und separat durchgeführt würden, wären sie nämlich wesentlich teurer und würden keine unmittelbaren Vorteile bei den Betriebskosten bringen. Dies gilt insbesondere mit Blick auf den Fernwärmeanschluss, der mit der Inbetriebnahme der Dreifachsporthalle synchronisiert werden soll.

2 Beschreibung der Projekte

2.1 Bau der Dreifachsporthalle

Das Projekt sieht den Bau der Dreifachsporthalle auf der Parzelle Nr. 1803 des Grundbuchs der Gemeinde Plaffeien vor, an der Stelle der bestehenden Sporthalle, die abgerissen wird. Das Gebäude wird eine Höhe von 12 m mit einer Hallenhöhe von 9 m aufweisen, was dem Standard für Sporthallen entspricht. Es wird rund 40 m breit und 64 m lang sein, was eine Fläche von etwa 2560 m² ergibt. Wie der Name schon sagt, kann die Sporthalle mit beweglichen Wänden in drei Einzelhallen unterteilt werden. Die Halle wird die üblichen Ausstattungsmerkmale wie Umkleieräume, Materialräume, technische Räume usw. haben. Eine Tribüne ist hingegen nicht vorgesehen (es gibt lediglich einen Gang), da der Campus hauptsächlich als Trainings- und Freizeitzentrum (Lager) gedacht ist. Der Bau wird den Energiestandard Minergie P erfüllen. Die Gebäudehülle ist äusserst effizient und garantiert eine gute thermische Trägheit unabhängig von den äusseren Wetterbedingungen. Der neue Saal wird an das Fernwärmenetz der Gemeinde angeschlossen.

Der Bau dieser Dreifachsporthalle wird es ermöglichen, mehrere grosse Gruppen gleichzeitig aufzunehmen. Mit der zur Verfügung stehenden Infrastruktur und den in dieser Region herrschenden Wetterverhältnisse kann der Campus derzeit neben der Zivildienstausbildung nur eine Gruppe von maximal 100 Personen aufnehmen. Mit den zusätzlichen Infrastrukturen wird der Campus mehrere Gruppen mit insgesamt 250 bis 300 Personen für Sport und Freizeit aufnehmen können. Die 9000 Übernachtungen, die derzeit in diesem begrenzten Rahmen hauptsächlich in den Monaten Januar bis März und Mai bis August stattfinden, sollen durch den Bau einer neuen Halle auf das ganze Jahr ausgedehnt werden, wodurch auch die Übernachtungszahlen deutlich zunehmen dürften.

Dieses Projekt war bereits Gegenstand des Verpflichtungskredits 2016-DSJ-135 (7,69 Millionen Franken), der sich bei der Konkretisierung des Projekts als bei weitem nicht ausreichend erwies. Zum einen lehnte die betroffene Gemeinde den ursprünglich vorgesehenen Standort ab, weshalb er verlegt wurde.

Zum anderen lagen alle von den acht Generalunternehmern offerierten Preise weit über den geschätzten Baukosten, die in der Botschaft zum Verpflichtungskredit aufgeführt waren. Ähnliche Projekte für Dreifachsporthallen, die zwischen 2010 und 2020 realisiert oder geplant wurden (in tiefen, nicht in hohen Lagen), gingen von Kosten zwischen 3,5 und 3,8 Millionen Franken je Einzelhalle aus, was eine Gesamtinvestition von 10,5 bis 11,4 Millionen Franken ergibt. Die Erfahrung zeigt, dass die Kosten einer Dreifachsporthalle aufgrund ihrer Multifunktionalität und Flexibilität in der Regel die Summe der Kosten von drei Einzelhallen übersteigen.

Im Verlaufe der Projektentwicklung in den letzten Monaten hat sich bestätigt, dass die Investition, die nötig ist, um den Campus Schwarzsee mit einer modernen und standortgerechten Sportanlage auszustatten, einen Zusatzkredit von 7,52 Millionen Franken erfordert.

2.2 Bau eines überdachten Sportplatzes

Zur Kostenoptimierung und gestützt auf die durchgeführte Machbarkeitsstudie wird der überdachte Sportplatz während der Bauzeit als provisorische Halle dienen und danach beibehalten werden, um angesichts der anerkannten Bedürfnisse der Nutzer als überdachter Platz zur Verfügung zu stehen.

Der überdachte Sportplatz wurde unabhängig von der Dreifachsporthalle ausgeschrieben und wird separat von einem anderen Totalunternehmer verwirklicht. Das Baubudget, das von dieser Botschaft unabhängig ist und vom Staatsrat bereits bewilligt wurde, um weitere Verzögerungen des Projekts zu vermeiden, beläuft sich auf 1 775 000 Franken.

2.3 Erneuerung der bestehenden Gebäude und Ausrüstung

In der folgenden Liste sind die Arbeiten und Installationen aufgeführt, die an den Gebäuden (das Gebäude A stammt aus dem Jahr 1971, das Gebäude B aus dem Jahr 1980) durchgeführt werden müssen, um sie instand zu setzen (namentlich durch das Nachholen von Unterhaltsarbeiten) und zu sanieren sowie um die Attraktivität des Standorts zu steigern bzw. den Betrieb des gesamten Campus dank dessen vollständigen Nutzung zu optimieren. Die Erneuerung

entspricht auch den seit langem bestehenden Erwartungen der Nutzer. Tatsächlich wurden mehrere Elemente der Sanierung der bestehenden Gebäude noch nicht durchgeführt (Austausch von Fenstern und Türen, Isolierung usw.). Ebenso wurden einige Sporteinrichtungen vorübergehend auf Eis gelegt.

- > Reparatur und Wärmedämmung der Fassaden (Geb. A)
- > Sanierung, Austausch der Fenster und Türen (Geb. A und Geb. B)
- > Dachreparatur und -isolierung (Geb. A)
- > Installation von Fotovoltaikanlagen
- > Sanierung der Sanitärräume und der Räume im Untergeschoss (Geb. A)
- > Anschluss aller Gebäude auf dem Campus an das Fernwärmenetz
- > Renovierung des Hauses des Hauswarts
- > Sanierung der Fliesen in den beiden Küchen (Geb. A)
- > Auffrischung der Innenanstriche
- > Anpassung und Ausstattung des Empfangsbereichs des Amts für Sport (Geb. A)
- > Multimedia-Ausstattung in den Theorieräumen (Geb. B)
- > Sanierung der Duschen (Geb. D).

Dieser Teil der Renovierung und Sanierung wird Gegenstand eines eigenständigen Projekts und einer eigenständigen Planung sein, um das Projekt der Dreifachsporthalle nicht zu verzögern. Trotzdem soll er im Rahmen derselben Botschaft präsentiert werden, um einen Gesamtüberblick über die Arbeiten an diesem Standort zu ermöglichen. Es ist Gegenstand eines neuen Kredits in Höhe von 10,8 Millionen Franken.

3 Kosten

3.1 Bau der Dreifachsporthalle

Das Ergebnis des Gesamtleistungswettbewerbs für den Bau der Dreifachsporthalle zeigt, dass der ursprüngliche Kredit zum Zeitpunkt seiner Festlegung, als noch ein anderer Standort vorgesehen war, zu niedrig angesetzt war, wie es in jener Zeit oft vorkam bei Baukrediten. Die Gesamtkosten für das Projekt zum Bau und zur Ausstattung der Dreifachsporthalle lassen sich wie folgt aufschlüsseln:

Dreifachsporthalle	Beträge inkl. MWST
Vorstudien, Verfahren und Anschluss an das Fernwärmenetz, umfassende Dachabdeckung mit Sonnenkollektoren	1 120 000
Realisierung gemäss Wettbewerb (Totalunternehmervertrag [TU])	12 350 000
Honorare Totalunternehmer	Enthalten
Mobile Sportausrüstungen	380 000
Zwischentotal	13 850 000
Verschiedenes und Unvorhergesehenes für BKP 583 (ca. 5 % der Offerte in TU). SIA-Teilphase 41	625 000
Total Bau Dreifachsporthalle	14 475 000
Genauigkeitsreserve des Voranschlags (ca. 5 % der Arbeiten in der SIA-Teilphase 41)	735 000
Total Dreifachsporthalle	15 210 000

Die Baukosten für die Dreifachsporthalle basieren auf dem Angebot des Totalunternehmers und verschiedenen bisher angefallenen Kosten. Damit sind rund 85 % der Gesamtkosten der Dreifachsporthalle, die 15,211 Millionen Franken ausmachen, gedeckt. Diese hohe Deckungsquote ermöglicht es auch, den Prozentsatz der Reserve für Verschiedenes und Unvorhergesehenes und den Prozentsatz der Genauigkeitsreserve auf 5 % zu senken.

Der Betrag von 12,35 Millionen Franken, der allein für die Fertigstellung der Dreifachsporthalle in Totalunternehmerschaft aufgewendet wird, ergibt sich aus der Offerte des Totalunternehmers von 2020 und der Preisindexierung zwischen April 2020 und April 2023.

3.2 Erneuerung und Sanierung der bestehenden Gebäude

Der Gesamtbetrag der Kosten für Sanierung, Renovierung, Ergänzung und Ausstattung stellt sich wie folgt dar:

Erneuerung und Sanierung der bestehenden Gebäude	Beträge inkl. MWST
Sanierungsarbeiten und Renovierung	7 360 000
Zusatz- und Ausrüstungsarbeiten	285 000
Honorare – Studien und Planung	500 000
Total	8 145 000
Verschiedenes und Unvorhergesehenes für BKP 583 (ca. 15 % des Betrags für Studien und Arbeiten in der SIA-Teilphase 31).	1 230 000
Total Zusätzliche Arbeiten	9 375 000
Genauigkeitsreserve des Voranschlags (ca. 15 % in der SIA-Teilphase 31)	1 425 000
Total	10 800 000

Die Sanierungs- und Renovierungsarbeiten in Höhe von 7,36 Millionen Franken setzen sich aus der Teilrenovierung und Sanierung der Gebäude A (5,225 Millionen Franken) und D (1,23 Millionen Franken), den Umgebungsarbeiten (563 000 Franken) und der Renovierung des Hauses des Hauswarts (342 000 Franken) zusammen.

Die Zusatz- und Ausrüstungsarbeiten in Höhe von 285 000 Franken setzen sich aus einem neuen Steg auf dem See (115 000 Franken), dem Kauf von Geräten und Mobiliar für den Aussenbereich (115 000 Franken) und der Ausstattung von Theorieräumen (55 000 Franken) zusammen.

Die Kosten wurden in der SIA-Teilphase 31 geschätzt und sind noch durch keine Offerte bestätigt worden. Sie erfüllen daher die Vorgaben der Verordnung über die bedeutenden Immobilienvorhaben des Staates und über die Kommission für die Bewertung der Immobilienvorhaben des Staates (ImmoV) nicht. Der Kostenvoranschlag für diese Arbeiten, der auf der Grundlage des Indexes vom April 2023 aktualisiert wurde, wurde indessen Anfang 2021 und somit vor Inkrafttreten der ImmoV erstellt, und zwar ohne über einen spezifischen Studienkredit zu verfügen, der umfassendere Studien ermöglicht hätte. Die Prozentsätze für Verschiedenes und Unvorhergesehenes im BKP 583 sowie für die Genauigkeitsreserve spiegeln dies wider.

4 Höhe des beantragten Kredits

Der Dekretsentwurf hat einen Verpflichtungskredit von 18 210 000 Franken zum Gegenstand, der sich aus dem Zusatzkredit und dem unten aufgeführten neuen Kredit zusammensetzt.

In Anbetracht des Ergebnisses des Gesamtleistungswettbewerbs für den Bau der Dreifachsporthalle ist ein Zusatzkredit erforderlich, der zum ursprünglichen Kredit hinzukommt:

Zusatzkredit	Beträge inkl. MWST
Dreifachsporthalle	15 210 000
Kredit gewährt durch Dekret 2016-DSJ-135 (ASF 2016_145)	-7 690 000
Saldo inkl. MWST	7 520 000

Das Ergebnis des Gesamtleistungswettbewerbs zeigt auch, dass bei den bestehenden Gebäuden umfangreiche Sanierungsarbeiten notwendig sind:

Neuer Kredit	Betrag inkl. MWST
Renovierungsarbeiten und Ausrüstung	10 800 000

Bei der Finanzverwaltung wird ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 18 210 000 Franken eröffnet.

Es sei daran erinnert, dass der Staatsrat unabhängig davon einen Betrag von 1 775 000 Franken für den Bau des überdachten Sportplatzes bewilligt hat, der während der Bauzeit als Übergangslösung dienen wird.

5 Geschätzte Betriebskosten

Das Projekt bietet ein gutes Preis-Leistungs-Verhältnis und integriert einfache technische und architektonische Lösungen, die den Anforderungen in Bezug auf Energieverbrauch und geringen Wartungs- und Instandhaltungsaufwand gerecht werden.

Geschätzte Betriebskosten der Dreifachsporthalle (in Franken)

		Wartung (jährlich)	Grundgebühr (jährlich)	Geschätzter Energieverbrauch (jährlich)
Heizung	Betriebskosten für die Energieerzeugung gibt es so gut wie keine, da die Wärmeerzeugung durch den Fernwärmelieferanten erfolgt (Preis pro kWh = 11,12 Rp.).	1 000	4 800	18 750
	Wärmeverteilung und -emission			1 200
Strom	Beleuchtung, Geräte usw.			25 000
	Photovoltaikanlage	2 000		-20 500
Belüftung	Hygienisches Luftverteilssystem	10 000		16 000
Aufzüge	Wartung eines Lifts	1 200		
Wasser	Verbrauch für Reinigung, Duschen usw., 15 m ³ /Tag			23 000
	Abwasserreinigung, Gebühren			
KGV			6 000	
Unterhalt	Reinigung und laufender Unterhalt	30 000		
	Total	44 200	10 800	63 450
	TOTAL – Betrag inkl. MWST		118 450	

6 Nachhaltigkeit

Die in der SIA-Empfehlung 112/1 beschriebenen Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung werden berücksichtigt. Die Gebäude werden auch die KBOB-Empfehlungen für nachhaltiges Bauen erfüllen müssen. Die Dreifachsporthalle erfüllt den Standard Minergie-P-ECO. Neben den ökonomischen Aspekten werden mit anderen Worten auch die ökologische und die soziale Dimension berücksichtigt, die mit langfristigen Herausforderungen verbunden sind. Die nachhaltige Entwicklung ist eine Entwicklung, die die Bedürfnisse der Gegenwart befriedigt, ohne zu riskieren, dass künftige Generationen ihre eigenen Bedürfnisse nicht befriedigen können.

Um den Zielen der Vorbildfunktion gemäss Immobilienstrategie des Staats gerecht zu werden, werden die Bauten die folgenden Nachhaltigkeitsvorgaben erfüllen:

Wirtschaft	Die bereitgestellten Budgets einhalten und minimale Betriebskosten sicherstellen, indem ein kohärentes Gleichgewicht des Bauprojekts angestrebt wird.
Gesellschaft	Räumliche Qualitäten bieten, die den Komfort der Nutzer hervorheben (Funktionalität, Licht, Wärme und Akustik), entsprechend den Anforderungen der aktuellen Normen. Es geht auch darum, passive Systeme zu bevorzugen, die einen optimalen Komfort im Winter und Sommer garantieren, indem sie die Belüftung und das natürliche Licht fördern.
Umwelt	Die Vorgaben zur Isolierung einhalten und die Anforderungen an die Stromerzeugung erhöhen. In diesem Sinne wurde die gesetzlich vorgeschriebene Mindestfläche für Sonnenkollektoren erhöht und um den Faktor 2,7 an die Kapazität des Hauptdachs angepasst (ca. 1125 m ²). Lokale Materialien (Schweizer Holz etc.) verwenden.

7 Planung

Nach dem Entscheid des Staatsrats und vorbehaltlich allfälliger Einsprachen sind folgende Schritte für den Bau der Dreifachsporthalle geplant:

Mai 2022 bis April 2023	Vorbereitungsarbeiten und Bau des überdachten Sportplatzes
Juni 2022	Erhalt der Baubewilligung – Dreifachsporthalle
März bis September 2023	Botschaft Zusatzkredit und Präsentation zuhanden des Grossen Rats
März bis Juni 2024	Beginn der Abbrucharbeiten + Erstellung der Fundamente
Juli bis September 2024	Einrichtung der Struktur
September 2024	Technische Bauausführung
Oktober 2024 bis März 2025	Ausführung von Innenausbauarbeiten
April 2025	Installation der Betriebsausstattung
Mai bis Juni 2025	Inbetriebnahme

Die Ausschreibungen wie auch die Renovierungs- und Sanierungsarbeiten an den bestehenden Gebäuden werden parallel dazu nach einem noch nicht festgelegten Zeitplan durchgeführt.

8 Schlussfolgerung

Der Bau der Sporthalle entspricht einem von den Behörden anerkannten Bedürfnis und einer Notwendigkeit sowohl für die allgemeine Aufwertung der Infrastrukturen für Sport, Ausbildung und Unterbringung als auch im Hinblick auf den Energieverbrauch und die Rentabilität des Campus.

Der Staatsrat will das Gleichgewicht zwischen der Nutzung durch Zivildienstleistende und dem Betrieb eines kantonalen Sport- und Freizeitzentrums wahren und gleichzeitig die Anlage und insbesondere die Unterkünfte für die Öffentlichkeit öffnen, wenn die Hauptnutzungen die Möglichkeit dazu bieten. So kann der Campus Schwarzsee / Lac-Noir für Jugendliche, Schulen, regionale und überregionale Sportvereine, J+S-Kurse und -Lager, Unternehmen und Gruppen von Einzelpersonen attraktiver werden.

Im Hinblick auf die Anziehung einer vielfältigeren Kundschaft und damit letztlich auf die Stärkung des Nutzungspotenzials des Campus erscheint es nicht nur angebracht, sondern auch notwendig und komplementär, die Dreifachsporthalle zu bauen und die bestehenden Gebäude zu erneuern. Insbesondere für die J+S-Kurse und -Lager,

die allein für den Kanton Freiburg ein grosses Beschäftigungspotenzial darstellen, ist die Dreifachsporthalle eine unabdingbare Voraussetzung, um eine angemessene Ausbildung unter adäquaten Bedingungen zu gewährleisten, die den Standards der anderen Sportzentren der Schweiz entsprechen.

Das Projekt ist zudem nötig, um im Vergleich zu anderen Standorten wettbewerbsfähig zu sein und auf dem Markt der Sport- und Freizeitzentren attraktiv zu bleiben. So schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat vor, einen zusätzlichen Verpflichtungskredit von 18 210 000 Franken zu genehmigen.

Das Dekret hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundesrecht und ist eurokompatibel.

Es untersteht dem fakultativen Finanzreferendum und tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Aus den dargelegten Gründen ersuchen wir Sie abschliessend, den vorliegenden Dekretsentwurf gutzuheissen.

Dekret über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude auf dem Campus Schwarzsee / Lac-Noir

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);
gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf den vom Grossen Rat am 4. November 2016 bewilligten Verpflichtungskredit in der Höhe von 7'690'000 Franken für den Bau einer Dreifachsporthalle im Campus Schwarzsee / Lac Noir (ASF 2016_145);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DAEC-144 des Staatsrates vom 6. Juli 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Finanzierung der zusätzlichen Arbeiten für den Bau einer Dreifachsporthalle wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit in der Höhe von 7'520'000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 4. November 2016 (ASF 2016_145) eröffnet.

Art. 2

¹ Zur Finanzierung der Erneuerung der bestehenden Gebäude im Campus Schwarzsee / Lac Noir wird ein neuer Verpflichtungskredit in der Höhe von 10'800'000 Franken bei der Finanzverwaltung eröffnet.

Art. 3

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge unter der Kostenstelle 3394 / 5040.000 «Bau von Gebäuden» aufgenommen und entsprechend dem FHG verwendet.

Art. 4

¹ Die Ausgaben gemäss den Artikeln 1 und 2 werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 FHG abgeschrieben.

Art. 5

¹ Die Schätzung der Gesamtkosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) vom 1. April 2023 von 114,5 Punkten für die Kategorie «Neubau – Espace Mittelland» und von 111,3 Punkten für die Kategorie «Renovation Bürogebäude – Espace Mittelland» (Basis Oktober 2020 = 100 Pkte.).

² Die Kosten für diese Arbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DIME-144

**Projet de décret:
Campus Schwarzsee / Lac Noir - Octroi d'un crédit
d'engagement complémentaire en vue de la construction
d'une salle de sport triple et de la rénovation des
bâtiments existants**

Propositions de la commission ordinaire CO-2022-014

Présidence : Markus Stöckli

Membres : Carole Baschung, David Bonny, Daniel Bürdel, Pascal Lauber, Brice Repond, Benoît Rey, Bruno Riedo, Achim Schneuwly, Susanne Schwander, Julia Senti

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 9 voix contre 0 et 2 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Anhang

GROSSER RAT

2022-DIME-144

**Dekretsentwurf: Campus Schwarzsee / Lac Noir - Dekret
über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungs-
kredits für den Bau einer Dreifachsporthalle und die
Erneuerung der bestehenden Gebäude**

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2022-014

Präsidium: Markus Stöckli

Mitglieder: Carole Baschung, David Bonny, Daniel Bürdel, Pascal Lauber, Brice Repond, Benoît Rey, Bruno Riedo, Achim Schneuwly, Susanne Schwander, Julia Senti

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 9 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrates anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 6

Amendement déposé en langue allemande.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Änderungsanträge

Art. 6

A1

¹ Einmal jährlich wird dem OK des Berg-Schwingfest Schwarzsee der Aussenplatz zwischen der neuen Dreifachturnhalle und dem Schwarzsee und die durch das OK und die Besucher benötigten Flächen und Gebäude auf dem Areal des Campus Schwarzsee gegen eine kostendeckende Entschädigung für die Zeit des Aufbaus, der Durchführung des Berg-Schwingfest Schwarzsee und des Abbaus zur Verfügung gestellt.

² Dabei meldet das OK des Berg-Schwingfests im Schwarzsee die jeweilige Nutzungs-Dauer ein Jahr im Voraus an die zuständigen Stellen des Kantons.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A1, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstention.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

**CE
A1**

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A1 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Le 18 septembre 2023

Den 18. September 2023

Annexe

Anhang

GRAND CONSEIL

2022-DIME-144

**Projet de décret : Campus Schwarzsee / Lac Noir -
Octroi d'un crédit d'engagement complémentaire
en vue de la construction d'une salle de sport triple
et de la rénovation des bâtiments existants**

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 14 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est absent), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 27 septembre 2023

GROSSER RAT

2022-DIME-144

**Dekretsentwurf: Campus Schwarzsee / Lac Noir -
Dekret über die Gewährung eines zusätzlichen
Verpflichtungskredits für den Bau einer Dreifachsporthalle
und die Erneuerung der bestehenden Gebäude**

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 14 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist abwesend) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 27. September 2023



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-88

Sapeur-pompier de milice – un engagement qui vient du cœur

Auteurs :	Michellod Savio / Dorthe Sébastien
Nombre de cosignataires :	22
Dépôt :	23.03.2023
Développement :	23.03.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	24.03.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	29.08.2023

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 24 mars 2023, les députés Savio Michellod et Sébastien Dorthe demandent une modification de la loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021, par l'abrogation des articles 29 et 30 LDIS relatifs à l'obligation de servir et la taxe d'exemption. La motion se fonde sur le fait que le montant de la taxe d'exemption vise les personnes astreintes à l'obligation de servir, sans tenir compte des revenus des personnes concernées, ni du risque, quand bien même toutes les habitantes et tous les habitants du canton sont au bénéfice de la défense incendie. Finalement, la motion propose que la défense incendie soit intégralement financée par l'ECAB et par l'impôt, conformément à la répartition arrêtée aux articles 32 et suivants LDIS.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Processus législatif

La LDIS est une loi relativement récente, dans la mesure où elle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021 et que sa mise en œuvre est encore actuelle. Le Grand Conseil vient d'en débattre, s'agissant en particulier de la teneur des dispositions légales remises en cause par la motion. Au terme d'un long processus, le Grand Conseil a opté pour une solution pragmatique qui accorde une autonomie aux associations de communes dans ce domaine, lesquelles peuvent décider des modalités de la taxe (assiette, montant, personnes exemptées, coordination avec les règlements communaux). Chaque association de communes s'est désormais constituée et s'est par ailleurs saisie des tâches attribuées par la loi. Chaque association de communes a conduit les débats et ses organes décisionnels se sont déterminés sur ces questions en particulier, avec des solutions propres qui ont été acceptées, selon la procédure, par le législatif de chaque commune.

Il convient de préciser que l'avant-projet de loi proposait deux variantes : la première prévoyait la suppression de l'obligation de servir ; la deuxième reprenait les principes existants, tout en adaptant les limites d'âge à la société actuelle. Dans le cadre de la consultation, la deuxième variante a été plébiscitée quasi à l'unanimité.

2. Prise de position de l'Association des communes fribourgeoises (ACF)

Pour sa part, l'ACF relève également la jeunesse de la LDIS et propose de faire le bilan et l'évaluation de sa mise en œuvre une fois la présente législature terminée.

L'ACF soutient que c'est volontairement que le Grand Conseil a accordé l'autonomie communale dans le domaine de la défense incendie et les secours et qu'il n'y a pas lieu, en l'état, de remettre en cause les décisions prises en application de cette autonomie communale. Le comité de l'ACF précise en outre que si le Grand Conseil décidait malgré tout de reconsidérer les dispositions récemment adoptées, il lui appartiendrait de compenser les incidences financières qui en découlent pour les communes.

3. Conclusion

Dans le contexte de la récente mise en œuvre de la nouvelle organisation de défense incendie et secours, sans qu'un premier bilan ait encore pu être établi, il paraît peu opportun de procéder à une modification législative en l'état. Cela est d'autant plus valable que l'obligation de servir et la taxe d'exemption sont deux notions qui ont été soigneusement discutées, aboutissant à une solution pragmatique convenant à la majorité. Les régions ont pu s'organiser de manière autonome et il n'est pas adéquat de leur retirer cette autonomie à ce stade, sans avoir au préalable procédé à une évaluation de cette nouvelle organisation.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-88

Engagement bei der Milizfeuerwehr – eine Herzensangelegenheit

Urheber:	Michellod Savio / Dorthe Sébastien
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	22
Einreichung:	23.03.2023
Begründung:	23.03.2023
Überweisung an den Staatsrat:	24.03.2023
Antwort des Staatsrats:	29.08.2023

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 24. März 2023 eingereichten und begründeten Motion beantragen die Grossräte Savio Michellod und Sébastien Dorthe, das Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG), das am 1. Juli 2021 in Kraft getreten ist, dahingehend zu ändern, dass die Artikel 29 und 30 BBHG zur Dienstpflicht und zur Ersatzabgabe aufgehoben werden. Die Motion stützt sich auf die Feststellung, dass die Ersatzabgabe für dienstpflichtige Personen weder deren Einkommen noch das Risiko berücksichtigt, obwohl alle Einwohnerinnen und Einwohner des Kantons von der Brandbekämpfung profitierten. Die Grossräte schlagen vor, dass die Brandbekämpfung vollständig von der KGV und aus Steuern finanziert werden solle, und zwar gemäss der Aufteilung nach den Artikeln 32 und folgende BBHG.

II. Antwort des Staatsrats

1. Gesetzgebungsprozess

Das BBHG ist ein relativ junges Gesetz, da es erst am 1. Juli 2021 in Kraft getreten ist und sich immer noch in der Umsetzung befindet. Der Grosse Rat hat das Gesetz und insbesondere den Wortlaut der in Frage gestellten Bestimmungen vor Kurzem beraten. Nach einem langen Prozess hat der Grosse Rat eine pragmatische Lösung gewählt, die den Gemeindeverbänden in diesem Bereich insofern Autonomie zugesteht, als sie über die Einzelheiten der Steuer entscheiden können (Bemessungsgrundlage, Betrag, steuerbefreite Personen, Koordination mit Gemeindereglementen). Alle Gemeindeverbände haben sich nun konstituiert und ihre gesetzlichen Aufgaben übernommen. Alle Gemeindeverbände haben Beratungen durchgeführt, ihre Entscheidungsorgane haben insbesondere über diese Fragen entschieden und eigene Lösungen gewählt, die dem Verfahren entsprechend von der jeweiligen Gemeindelegislative angenommen wurden.

Im Vorentwurf des Gesetzes waren zwei Varianten vorgeschlagen worden. Die erste Variante sah die Abschaffung der Dienstpflicht vor. In der zweiten Variante wurden die bisherigen Grundsätze mit einer Anpassung der Altersgrenzen an die heutige Gesellschaft übernommen. In der Vernehmlassung wurde die zweite Variante fast einstimmig bevorzugt.

2. Stellungnahme des Freiburger Gemeindeverbands (FGV)

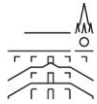
Der FGV weist ebenfalls auf das geringe Alter des BBHG hin und schlägt vor, am Ende der laufenden Legislatur Bilanz zu ziehen und die Umsetzung des Gesetzes zu evaluieren.

Der FGV argumentiert, dass der Grosse Rat den Gemeinden im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen absichtlich Autonomie gewährt habe und es nicht opportun sei, Entscheide in Frage zu stellen, die in Anwendung dieser Gemeindeautonomie gefällt worden seien. Der Vorstand des FGV stellt zudem klar, dass er die finanziellen Auswirkungen auf die Gemeinden kompensieren müsste, wenn der Grosse Rat dennoch beschliessen sollte, die kürzlich verabschiedeten Bestimmungen erneut zu beraten.

3. Fazit

Da die neue Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen erst vor Kurzem umgesetzt wurde und noch keine erste Bilanz gezogen werden konnte, ist es derzeit nicht angebracht, eine Gesetzesänderung vorzunehmen. Dies gilt umso mehr, als die Dienstpflicht und die Ersatzabgabe sorgfältig diskutiert wurden und eine pragmatische, mehrheitsfähige Lösung erreicht werden konnte. Die Regionen konnten sich autonom organisieren und es ist momentan nicht ratsam, ihnen diese Autonomie wieder zu entziehen, ohne dass die neue Organisation zuvor evaluiert worden wäre.

Aufgrund dieser Ausführungen lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, die Motion abzulehnen.



Bonny David, Aebischer Eliane

Demande de procédure accélérée pour le traitement de la motion 2023-GC-221 « Une base légale afin d'aider la population fribourgeoise à faire face à l'augmentation brutale des prix de l'électricité ! »

Cosignataires :

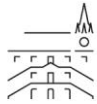
Réception au SGC : 22.09.23

Dépôt

Cette requête d'urgence demande au Conseil d'Etat de répondre à la motion « Une base légale afin d'aider la population fribourgeoise à faire face à l'augmentation brutale des prix de l'électricité ! » de sorte que celle-ci puisse être examinée et prise en considération par le Grand Conseil lors de la session du mois de novembre 2023.

Dans un contexte d'inflation générale, les augmentations brutales des tarifs d'électricité annoncées par Groupe E s'appliqueront aux ménages dès le 1^{er} janvier 2024. L'année 2023 a déjà été compliquée pour de nombreux ménages fribourgeois touchés par une première vague de hausses des prix de l'électricité. Si le Grand Conseil souhaite aider la population à faire face aux hausses de tarifs, il ne peut plus attendre.

—



Bonny David, Emonet Gaétan

Davantage de médicaments génériques et biosimilaires pour les patients dans le Canton de Fribourg afin de diminuer les coûts de la santé

Cosignataires : 0

Réception au SGC : 28.09.23

Développement

Les primes d'assurance-maladie sont malheureusement à nouveau à la hausse. Leur augmentation est brutale et violente pour les Fribourgeoises et les Fribourgeois. Il faut agir. L'emploi de médicaments génériques et de médicaments biosimilaires doit être davantage généralisé. Ils ne sont pas suffisamment prescrits par les acteurs de la santé qui doivent montrer l'exemple. Une plus ample utilisation et distribution des médicaments génériques et biosimilaires est une réponse, parmi d'autres, à la hausse des coûts de la santé.

Par cette résolution, nous demandons au Conseil d'Etat de peser de tout son poids pour intervenir auprès des hôpitaux, des cliniques et des EMS dans le canton, financés par l'argent public, afin qu'ils soient exemplaires en utilisant et en proposant, de manière privilégiée, des médicaments génériques et biosimilaires au lieu de médicaments originaux pour leurs patients.

Le Conseil d'Etat est prié d'intervenir également auprès de tous les médecins et les pharmaciens qui entretiennent un lien, proche ou éloigné, avec les hôpitaux, les cliniques et les EMS dans le canton afin qu'ils tiennent compte de l'avis exprimé par le Grand Conseil dans le cadre de cette résolution.

—



Message 2023-DSAS-22

22 août 2023

Décret concernant la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret concernant la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile.

Le présent message sert de rapport sur la suite donnée au mandat 2020-GC-186 Schnyder Erika / de Weck Antoinette / Pythoud-Gaillard Chantal / Mäder-Brülhart Bernadette / Bonny David / Dorihe Sébastien / Krattinger-Jutzet Ursula / Marmier Bruno / Chassot Claude / Mauron Pierre.

Table des matières

1	Prise en charge des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile en 2020	2
1.1	Contexte	2
1.2	Mandat 2020-GC-186	2
2	Mise en œuvre du mandat	3
2.1	Surcoûts liés aux activités de soins et d'accompagnement versés aux EMS en 2020	3
2.2	Autres surcoûts liés aux mesures COVID-19 dans les EMS	4
2.3	Diminution du chiffre d'affaires dans les cafétérias et restaurants des EMS	4
2.4	Surcoûts versés aux services d'aide et de soins à domicile en 2020	4
2.5	Matériel de protection dans les services d'aide et de soins à domicile	4
2.6	Comptabilisation des surcoûts liés au COVID-19 dans un budget spécifique	5
3	Conclusion	5

1 Prise en charge des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile en 2020

1.1 Contexte

Depuis mars 2020, le COVID-19 a entraîné des conséquences importantes pour tous les Fribourgeois et Fribourgeoises. La pandémie a particulièrement impacté les EMS et les services d'aide et de soins à domicile. En effet, ces établissements ont dû mettre en œuvre des mesures spécifiques afin de protéger leurs bénéficiaires, souvent particulièrement vulnérables. Ils ont également fait face à des difficultés liées à leur personnel et ont, dans certaines situations, supporté des pertes de recettes importantes.

Dans le courant de l'année 2020, certains financements complémentaires ont été accordés par le Conseil d'Etat aux EMS (cf. chap. 2.1) et aux services d'aide et de soins à domicile (cf. chap. 2.4). Ils ont été payés selon les critères usuels de répartition des charges entre les différents contributeurs.

En parallèle, le mandat 2020-GC-186 *Prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile*, déposé et développé le 18 novembre 2020, demandait au Conseil d'Etat d'établir un inventaire des surcoûts générés par les mesures supplémentaires liées au COVID-19 dans les établissements médicaux sociaux (EMS) et dans les services d'aide et de soins à domicile. Il était relevé que ces coûts ne devraient pas être comptabilisés dans le cadre des budgets ordinaires des subventions mais être transposés dans des budgets spécifiques débloqués par le Conseil d'Etat pour compenser les pertes et manques liés au COVID. Le mandat demandait ainsi que ces surcoûts ne tombent pas dans les postes ordinaires des subventions conformément à la répartition des tâches Etat/communes.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat a rappelé les éléments usuellement financés par les pouvoirs publics, en particulier la répartition entre l'Etat et les communes, et a dressé la liste des coûts complémentaires pris en considération pour l'année 2020. Le Conseil d'Etat a proposé de fractionner le mandat, et d'accepter uniquement le volet visant à inventorier l'ensemble des surcoûts liés au COVID que le canton a financés en 2020. Il a ainsi invité le Grand Conseil à rejeter le volet visant à inventorier les surcoûts liés au COVID hors soins et accompagnement pour les EMS et hors frais de personnel des services d'aide et de soins à domicile ; à rejeter tout financement supplémentaire et extraordinaire des surcoûts liés au COVID des EMS et des services d'aide et de soins à domicile ou toute modification des règles usuelles de répartition entre le canton et les communes et à rejeter le volet visant à comptabiliser les surcoûts liés au COVID dans des budgets spécifiques. En cas de refus sur le fractionnement, le Conseil d'Etat invitait le Grand Conseil à rejeter le mandat.

Le mandat a été accepté par le Grand Conseil le 22 mars 2022.

1.2 Mandat 2020-GC-186

Le mandat 2020-GC-186 demande tout d'abord d'inventorier l'ensemble des surcoûts liés au COVID-19 pour les EMS ainsi que pour les services d'aide et de soins à domicile.

Compte tenu des inventaires déjà effectués en 2020 et listés aux chapitres 2.1 et 2.4, il s'agit, pour les EMS, concrètement de lister uniquement des surcoûts qui ne concernent pas les activités de soins et d'accompagnement. Comme l'a indiqué le Conseil d'Etat dans sa réponse au mandat, il est rapidement apparu que le chiffrage exact de ces surcoûts nécessiterait une analyse financière complexe et approfondie des comptabilités de chaque EMS. En effet, l'Etat n'étant pas en charge du financement de ces éléments en temps normal, il ne dispose pas des données nécessaires à une analyse comparative. Pour l'exécution de ce mandat et conformément à la volonté exprimée par les mandataires lors des débats, une solution pragmatique a donc été recherchée en collaboration avec les partenaires.

En ce qui concerne l'aide et les soins à domicile, la subvention cantonale ordinaire se limitant aux frais du personnel auprès des patient-e-s, les services d'aide et de soins à domicile n'ont pas comptabilisé les autres frais de manière spécifique. L'état des stocks de matériel de protection et leur gestion différant d'un service à l'autre, le chiffrage

exact de l'utilisation de ce matériel n'est pas possible. Une enquête a permis de connaître les montants des achats de matériel de protection durant la période concernée. Une solution pragmatique, figurant au chapitre 2.5, a également été privilégiée.

En plus de l'inventaire des surcoûts déjà financés en 2020, la mise en œuvre du mandat 2020-GC-186 implique de déroger aux règles habituelles de répartition des coûts entre les différents contributeurs, de manière à mettre l'ensemble de ces surcoûts, y compris ceux déjà co-financés en 2020, à charge de l'Etat.

En ce qui concerne les EMS, en temps normal, le financement émanant de l'Etat est refacturé aux communes à raison de 55%, ce qui a été fait en 2020 pour les surcoûts liés aux activités de soins et d'accompagnement. Afin de donner suite au mandat, la participation des communes demandée en 2020 doit leur être remboursée (cf chap. 2.1).

Pour l'aide et les soins à domicile, la LPMS prévoit une subvention cantonale de 30% des frais du personnel de soins et d'aide, le solde étant à la charge des services d'aide et de soins à domicile. Cette répartition a été suivie pour les surcoûts COVID payés en 2020. Afin de donner suite au mandat, le 70% des frais financés par les services d'aide et de soins à domicile en 2020 doit leur être remboursé par l'Etat (cf chap. 2.4).

Enfin, le mandat demande de comptabiliser les surcoûts liés au COVID-19 dans des budgets spécifiques.

2 Mise en œuvre du mandat

2.1 Surcoûts liés aux activités de soins et d'accompagnement versés aux EMS en 2020

En 2020, le Conseil d'Etat a accordé des financements complémentaires aux EMS. Ceux-ci ont reçu un remboursement, dans le cadre du décompte final 2020, des surcoûts liés aux activités de soins et d'accompagnement selon une liste exhaustive comprenant :

- > Le coût du matériel de protection et de divers matériels en lien avec les mesures de protection dans les unités de soins : 2 041 508 francs ;
- > Le remplacement du personnel de soins et d'accompagnement dès le 1^{er} jour d'absence, la reconnaissance de surdotations temporaires lors des situations de crise et le financement d'un forfait pour les médecins répondants : 2 012 690 francs ;
- > Les frais de repas pour les astreint-e-s de la protection civile : 38 081 francs ;
- > Les tests COVID-19 ordonnés par le Médecin cantonal conformément aux directives fédérales : 106 278 francs ;
- > Un dédommagement pour les lits vides lors des périodes durant lesquelles l'unité ou l'EMS était sous mesure de quarantaine prononcée par le Médecin cantonal : 702 810 francs ;
- > Le financement des médecins-répondants en surplus du budget habituel : 244 153 francs ;
- > Les primes COVID-19 pour le personnel de soins et d'accompagnement : 1 102 180 francs.

Conformément aux règles habituelles, les subventions estimées ont été réparties entre l'Etat (45%) et les communes (55%) en fin d'année 2020. Par la suite, le contrôle des comptes de chaque EMS a été effectué par le service en charge. Le décompte final présente, pour l'année 2020, des financements complémentaires liés aux activités de soins et d'accompagnement à hauteur de 6 247 700 francs, dont un total de 3 436 235 francs (55%) refacturé aux communes pour 2020.

Le mandat demande que ces surcoûts soient entièrement pris en charge par l'Etat. En conséquence, les communes se verront rembourser ce montant de 3 436 235 francs d'ici la fin de l'année 2023 selon une répartition identique au décompte au 31 décembre 2020, soit sur la base de la population au 31.12.2019 (art. 1 al. 2 let. a du présent décret).

A noter que les autres surcoûts, notamment ceux liés à l'intendance, l'administration ou l'hôtellerie, mais également les pertes des cafétérias et restaurants n'ont pas été considérés par l'Etat lors de ce décompte final 2020. Ils sont présentés aux chapitres 2.2 et 2.3.

2.2 Autres surcoûts liés aux mesures COVID-19 dans les EMS

En collaboration avec l'association faitière des institutions pour personnes âgées et de l'aide et soins à domicile (AFISA), un mode de remboursement des autres surcoûts liés aux COVID-19 (cuisine, restaurant, intendance, maintenance) a été recherché. La solution retenue, proposée à l'automne 2020 par l'AFIPA¹ est de rémunérer chaque EMS sur la base d'un forfait de 528 francs par lits EMS selon l'ordonnance fixant la liste des établissements médico-sociaux du canton de Fribourg (état au 1^{er} novembre 2020). Ce forfait est calculé de manière à financer un nombre d'équivalents plein-temps (EPT) de 0.66 (à 80 000 francs) pour 100 lits permettant de compenser les surcharges liées à l'intendance, la cuisine, le service technique et les services administrations. Ce forfait est un dédommagement, pour solde de tout compte, des surcoûts non encore pris en charge et liés aux deux premières vagues, soit 12 mois à partir de mars 2020 ; à l'exception de ceux liés à la diminution du chiffre d'affaires dans les cafétérias et restaurants des EMS, décomptés séparément (cf. chap. 2.3).

Le montant total de ce dédommagement s'élève à 1 506 912 francs (art. 1 al. 2 let. b du présent décret). Il sera versé directement aux EMS dans le courant de l'automne 2023.

2.3 Diminution du chiffre d'affaires dans les cafétérias et restaurants des EMS

Les EMS ont connu des fermetures obligatoires des cafétérias et restaurants, et n'ont pas toujours pu bénéficier des diverses aides étatiques.

Le modèle choisi, également proposé par l'AFIPA, compare les chiffres d'affaires moyens 2018-2019 au chiffre d'affaires 2020. Les EMS sont dédommagés à raison de 50% de cette différence. Le versement est effectué sur la base des éléments de chiffres d'affaires précis fournis par l'AFISA. L'application de ce modèle permet d'offrir une aide à hauteur de 1 147 290 francs aux 36 EMS ayant subi une baisse de chiffre d'affaires dans leur cafétéria ou leur restaurant (art. 1 al. 2 let. c du présent décret).

Le versement aura lieu directement auprès des EMS concernés dans le courant de l'automne 2023.

2.4 Surcoûts versés aux services d'aide et de soins à domicile en 2020

Une compensation des surcoûts a été versée lors de la clôture des comptes 2020 aux services d'aide et de soins à domicile. Ainsi, les frais du personnel soignant et d'aide qui a été rémunéré mais qui n'a pas fourni de prestations en raison du COVID-19 (personnes malades, en isolement, en quarantaine et vulnérables) ont été subventionnés à hauteur de 30% par l'Etat, selon les critères usuels de répartition des charges entre les différents contributeurs. Sur les frais totaux s'élevant à 502 647 francs, 150 794 francs ont été payés par l'Etat, le solde de 351 853 francs ayant été pris en charge par les services d'aide et de soins à domicile.

Tout comme pour les EMS, le mandat demande que l'entier de ces surcoûts soient pris en charge par l'Etat. Ainsi, celui-ci prendra en charge à 100% des frais des salaires qui avaient été subventionnés à hauteur de 30%. Le remboursement s'élève à 351 853 francs, soit la différence entre ce qui a déjà été versé en 2020 (150 794 francs) et le total des frais (502 647 francs). La période concernée est celle allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020. Ce montant sera versé directement aux services d'aide et de soins à domicile dans le courant de l'automne 2023 (art. 1 al. 2 let. d du présent décret).

A noter que le coût du matériel de protection n'avait pas été considéré par l'Etat en 2020. Son décompte est présenté au chapitre 2.5.

2.5 Matériel de protection dans les services d'aide et de soins à domicile

En sus du financement total de la dotation présentée au chapitre précédant, le mandat demandait la prise en charge des frais de matériel de protection (désinfectant, masques, gants, surblouses et lunettes) acquis par les services d'aide et de soins à domicile pour la 1^{ère} vague COVID-19, soit du 1^{er} mars 2020 au 28 février 2021. Le montant total des achats a représenté 383 373 francs. Pour tenir compte des différences non mesurables dans l'état des stocks, les achats et l'utilisation du matériel de protection selon les services, un prix moyen (42 ct) par intervention des services

¹ La proposition a émané de l'AFIPA à l'automne 2021. Cette association s'est transformée en AFISA en janvier 2022.

d'aide et de soins à domicile a été défini en collaboration avec l'AFISA. Le montant total des achats sera réparti entre les services d'aide et de soins sur la base du nombre d'interventions. Ce montant sera versé directement aux services d'aide et de soins à domicile dans le courant de l'automne 2023 (art. 1 al. 2 let. e du présent décret) et sert de dédommagement pour solde de tout compte.

2.6 Comptabilisation des surcoûts liés au COVID-19 dans un budget spécifique

Le mandat demandait enfin que les surcoûts liés au COVID-19 soient comptabilisés dans un budget spécifique.

Les surcoûts versés aux EMS et aux services d'aide et de soins à domicile durant l'année 2020 ont été comptabilisés dans les rubriques habituelles, soit la 3636.007 « Subventions individuelles pour les frais d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées » du Service de la prévoyance sociale et la 3636.126 « Subventions cantonales pour les soins et l'aide familiale à domicile » du Service de la santé publique.

Les éléments présentés dans ce mandat seront quant à eux comptabilisés dans une rubrique spéciale 3636.700 « Mesures cantonales de soutien liées à l'épidémie de Covid-19 en faveur de tiers » du Service de la prévoyance sociale (art. 2 al. 1 du présent décret) et du Service de la santé publique (art. 2 al. 2 du présent décret).

3 Conclusion

Le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'autorisation de financer, dans le cadre d'un crédit d'engagement, un montant total de 6 825 663 francs au sens de l'article 33 de la loi sur les finances de l'Etat.

Ce montant comprend :

- > 3 436 235 francs versés directement aux communes en remboursement de leur participation aux surcoûts des EMS en 2020 ;
- > 1 506 912 francs à l'ensemble des EMS du canton pour le financement des autres surcoûts liés aux mesures COVID-19 ;
- > 1 147 290 francs aux 36 EMS ayant subi une perte dans leur cafétéria ou leur restaurant ;
- > 351 853 francs pour le remboursement, aux services d'aides et de soins à domicile, de leur participation aux surcoûts pour les frais du personnel soignant et d'aide ;
- > 383 373 francs pour le financement, aux services d'aides et de soins à domicile, de matériel de protection.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'a pas d'influence sur la répartition des tâches Etat-communes, mais implique de déroger aux règles habituelles de répartition des coûts. Il n'a pas d'influence sur le développement durable. Il ne soulève pas de difficultés s'agissant de sa constitutionnalité, de sa conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité. Ce décret n'est pas soumis au référendum financier facultatif, mais doit être adopté à la majorité qualifiée dans la mesure où il s'agit de dépenses brutes et uniques dont la valeur excède 1/8% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil, soit 5 931 977 francs (art. 141 al. 2 let. a LGC et ordonnance précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat).

En conséquence, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent décret.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le mandat 2020-GC-186 intitulé «Prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile»;

Vu le message 2023-DSAS-22 du Conseil d'Etat du 22 août 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement d'un montant de 6'825'663 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue d'assurer la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile.

² Le crédit d'engagement sera utilisé pour financer:

- a) 3'436'235 francs aux communes, en remboursement de leur participation aux surcoûts des EMS en 2020;

- b) 1'506'912 francs aux EMS, pour les autres surcoûts liés aux mesures COVID-19;
- c) 1'147'290 francs aux EMS concernés, en compensation de la diminution de chiffre d'affaires dans leurs cafétérias et restaurants;
- d) 351'853 francs aux services d'aides et de soins à domicile, en remboursement de leur participation aux surcoûts pour les frais du personnel soignant et d'aide en 2020;
- e) 383'373 francs aux services d'aides et de soins à domicile, pour le matériel de protection.

Art. 2

¹ Les versements selon l'article 1 al. 2, let. a, b et c sont comptabilisés sous la rubrique 3636.700 «Mesures cantonales de soutien liées à l'épidémie de Covid-19 en faveur de tiers» du centre de charges 3645/SOCI - Service de la prévoyance sociale.

² Les versements selon l'article 1 al. 2, let. d et e sont comptabilisés sous la rubrique 3636.700 «Mesures cantonales de soutien liées à l'épidémie de Covid-19 en faveur de tiers» du centre de charges 3605/SANT - Service de la santé publique.

³ Ils seront couverts par prélèvements sur provisions et effectués conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.



Botschaft 2023-DSAS-22

22. August 2023

Dekret über einen Verpflichtungskredit zur Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretentwurf zur Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19.

Diese Botschaft dient als Bericht, um dem Auftrag 2020-GC-186 Schnyder Erika / de Weck Antoinette / Pythoud-Gaillard Chantal / Müder-Brühlhart Bernadette / Bonny David / Dorthe Sébastien / Krattinger-Jutzet Ursula / Marmier Bruno / Chassot Claude / Mauron Pierre.

Inhaltsverzeichnis

1	Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Jahr 2020	2
1.1	Ausgangslage	2
1.2	Auftrag 2020-GC-186	2
2	Umsetzung des Auftrags	3
2.1	Mehrkosten für Pflege- und Betreuungstätigkeiten, die den Pflegeheimen 2020 ausbezahlt wurden	3
2.2	Übrige Mehrkosten in Zusammenhang mit den COVID-19-Massnahmen in den Pflegeheimen	4
2.3	Umsatzrückgang in den Cafeterien und Restaurants der Pflegeheime	4
2.4	Mehrkosten, die den Spitexdiensten 2020 entschädigt wurden	4
2.5	Schutzmaterial in den Spitexdiensten	5
2.6	Verbuchung der COVID-19-Mehrkosten in einem spezifischen Voranschlag	5
3	Schlussfolgerung	5

1 Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Jahr 2020

1.1 Ausgangslage

COVID-19 führte seit März 2020 zu weitreichenden Folgen für alle Freiburgerinnen und Freiburger. Die Pandemie zog insbesondere die Pflegeheime und Spitexdienste in Mitleidenschaft. So mussten diese Einrichtungen spezifische Massnahmen umsetzen, um ihre – oft besonders gefährdeten – Leistungsempfängenden zu schützen. Sie waren auch beim Personal mit schwierigen Situationen konfrontiert und erlitten in einigen Fällen hohe Verluste.

Im Verlauf des Jahres 2020 gewährte der Staatsrat den Pflegeheimen (s. Kapitel 2.1) und Spitexdiensten (s. Kap. 2.4) gewisse Zusatzfinanzierungen, die gemäss den üblichen Kriterien der Lastenaufteilung von den verschiedenen Beitragenden getragen wurden.

Parallel dazu ersuchte der Auftrag 2020-GC-186 Übernahme der Mehrkosten von Pflegeheimen und Spitexdiensten im Rahmen der finanziellen COVID-19-Unterstützungsmassnahmen, der am 18. November 2020 eingereicht und begründet wurde, den Staatsrat um eine Aufstellung der Mehrkosten, die den Pflegeheimen und Spitexdiensten durch die zusätzlichen COVID-19-Massnahmen entstanden sind. Es wurde geltend gemacht, dass diese Kosten nicht in den ordentlichen Subventionsvoranschlägen verbucht werden sollen, sondern in spezifische Voranschläge zu übertragen seien, die der Staatsrat freigibt, um Verluste und Ausfälle in Zusammenhang mit COVID-19 auszugleichen. Der Auftrag verlangte so, dass diese Mehrkosten nicht in die ordentlichen Subventionspositionen gemäss Aufgabenverteilung Staat/Gemeinden fallen.

In seiner Antwort erinnerte der Staatsrat an die üblicherweise von der öffentlichen Hand finanzierten Aufwendungen, insbesondere an die Aufteilung zwischen Staat und Gemeinden, und listete die 2020 übernommenen Zusatzkosten auf. Der Staatsrat schlug vor, den Auftrag aufzuteilen und einzig den Teil über die Erfassung aller Mehrkosten in Zusammenhang mit COVID-19, die der Kanton im Jahr 2020 finanziert hat, anzunehmen. Er beantragte dem Grosse Rat so, den Teil über die Erfassung der COVID-19-Mehrkosten ohne Pflege- und Betreuungskosten der Pflegeheime sowie ohne Personalkosten der Spitexdienste abzulehnen; jede zusätzliche und ausserordentliche Finanzierung der COVID-19-Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste oder jegliche Änderung der üblichen Regeln der Kostenaufteilung zwischen Kanton und Gemeinden sowie den Teil über die Verbuchung der in Zusammenhang mit COVID-19 stehenden Mehrkosten in spezifischen Voranschlägen abzulehnen. Sollte der Grosse Rat eine Aufteilung ablehnen, schlug der Staatsrat die Ablehnung des Auftrags vor.

Der Grosse Rat hat den Auftrag am 22. März 2022 angenommen.

1.2 Auftrag 2020-GC-186

Der Auftrag 2020-GC-186 verlangt zunächst eine Erfassung aller Mehrkosten der Pflegeheime sowie der Spitexdienste in Zusammenhang mit COVID-19.

In Anbetracht der bereits 2020 erfassten Aufstellungen, die in den Kapiteln 2.1 und 2.4 enthalten sind, ging es für die Pflegeheime konkret darum, einzig die Mehrkosten jener Tätigkeiten zu erfassen, die nicht unter die Pflege und Betreuung fallen. Wie der Staatsrat in seiner Antwort auf den Auftrag erwähnt hat, wurde schnell klar, dass eine genaue Bezifferung dieser Mehrkosten eine komplexe und vertiefte finanzielle Analyse der Buchhaltung jedes Pflegeheims erfordern würde. Da der Staat diese Aufwendungen in normalen Zeiten nicht übernimmt, fehlen ihm die notwendigen Daten für eine Vergleichsanalyse. Für die Erledigung des Auftrags und gemäss dem von den Urheberinnen und Urhebern des Auftrags in den Debatten ausgedrückten Willen wurde deshalb mit den Partnern eine pragmatische Lösung gesucht.

Was die Hilfe und Pflege zu Hause betrifft, beschränkt sich der ordentliche kantonale Beitrag auf die Kosten des Personals, das sich um die Patientinnen und Patienten kümmert. Die Spitexdienste haben die anderen Aufwendungen nicht einzeln verbucht. Da der Lagerbestand des Schutzmaterials und seine Verwaltung in den verschiedenen

Spitexdiensten unterschiedlich gehandhabt werden, ist es nicht möglich, das verwendete Material exakt zu beziffern. Eine Umfrage brachte Erkenntnisse über die Beträge, die während der fraglichen Zeit für den Kauf von Schutzmaterial aufgewendet wurden. Hier wurde ebenfalls eine pragmatische Lösung bevorzugt, die in Kapitel 2.5 aufgeführt ist.

Zusätzlich zur Aufstellung der bereits 2020 finanzierten Mehrkosten führt die Erledigung des Auftrags 2020-GC-186 dazu, dass von den üblichen Kostenverteilungsregeln mit verschiedenen Beitragenden abgewichen wird, um die gesamten Mehrkosten durch den Staat zu finanzieren, einschliesslich jener, die bereits 2020 mitfinanziert wurden.

Was die Pflegeheime betrifft, wird 55 % der Finanzierung des Staats in normalen Zeiten den Gemeinden weiterverrechnet, was 2020 bei den Mehrkosten der Pflege- und Betreuungstätigkeiten der Fall war. Um dem Auftrag Folge zu leisten, muss den Gemeinden die ihnen 2020 verrechnete Beteiligung zurückbezahlt werden (s. Kap. 2.1).

Für die Hilfe und Pflege zu Hause sieht das SmLG einen kantonalen Beitrag in Höhe von 30 % der Pflege- und Hilfspersonalkosten vor. Der Restbetrag geht zulasten der Spitexdienste. Diese Aufteilung wurde für die COVID-Mehrkosten befolgt, die 2020 ausbezahlt wurden. Um dem Auftrag Folge zu leisten, muss der Staat den Spitexdiensten die 2020 von ihnen finanzierten 70 % der Aufwendungen auszahlen (s. Kap. 2.4).

Schliesslich verlangt der Auftrag, die COVID-19-Zusatzkosten in spezifischen Voranschlägen zu verbuchen.

2 Umsetzung des Auftrags

2.1 Mehrkosten für Pflege- und Betreuungstätigkeiten, die den Pflegeheimen 2020 ausbezahlt wurden

2020 gewährte der Staatsrat den Pflegeheimen Zusatzfinanzierungen. Sie erhielten im Rahmen der Schlussabrechnung 2020 eine Rückzahlung der Mehrkosten für Pflege- und Betreuungstätigkeiten gemäss folgender abschliessenden Liste:

- > Kosten für Schutzmaterial und diverses Material im Zusammenhang mit den Schutzmassnahmen in den Pflegeabteilungen: 2 041 508 Franken;
- > Stellvertretung von Pflege- und Betreuungspersonal ab dem ersten Abwesenheitstag, Anerkennung zeitlich beschränkter Überdotationen bei Krisensituationen und Finanzierung einer Pauschale für Heimärztinnen und Heimärzte: 2 012 690 Franken;
- > Verpflegungskosten für Zivilschutzleistende: 38 081 Franken;
- > vom Kantonsarzt gemäss den Weisungen des Bundes angeordnete COVID-19-Tests: 106 278 Franken;
- > Entschädigung der leeren Betten während Zeiten, für die der Kantonsarzt für die Abteilung oder das Pflegeheim eine Quarantäne angeordnet hat: 702 810 Franken;
- > Finanzierung der Heimärztinnen und Heimärzte zusätzlich zum üblichen Voranschlag: 244 153 Franken;
- > COVID-19-Prämien für das Pflege- und Betreuungspersonal: 1 102 180 Franken.

Die geschätzten Beiträge wurden Ende 2020 gemäss den geltenden Regeln auf den Staat (45 %) und die Gemeinden (55 %) aufgeteilt. In der Folge prüfte das zuständige Amt die Jahresabschlüsse aller Pflegeheime. Die Schlussabrechnung weist für das Jahr 2020 Zusatzfinanzierungen der Pflege- und Betreuungstätigkeiten in Höhe von 6 247 700 Franken auf, wovon den Gemeinden für 2020 insgesamt 3 436 235 Franken (55 %) weiterverrechnet wurden.

Der Auftrag verlangt, dass diese Mehrkosten vollständig vom Staat getragen werden. Folglich wird den Gemeinden gemäss einer identischen Aufteilung wie bei der Abrechnung vom 31. Dezember 2020, das heisst gestützt auf die Bevölkerung am 31.12.2019 (Art. 1 Abs. 2 Bst. a des Dekrets), bis Ende 2023 ein Betrag von 3 436 235 Franken zurückbezahlt.

Es ist anzumerken, dass der Staat die übrigen Mehrkosten, insbesondere jene des Hauswartdiensts, der Verwaltung oder der Hotellerie, aber auch die Verluste der Cafeterien und Restaurants, bei der Schlussabrechnung 2020 nicht berücksichtigt hat. Sie werden in den Kapiteln 2.2 und 2.3 dargestellt.

2.2 Übrige Mehrkosten in Zusammenhang mit den COVID-19-Massnahmen in den Pflegeheimen

In Zusammenarbeit mit der Vereinigung Freiburger Alterseinrichtungen und Spitex (AFISA-VFAS) wurde ein Rückzahlungsmodus für die übrigen COVID-19-Zusatzkosten (Küche, Restaurant, Hauswartdienst, Unterhalt) gesucht. Die gewählte Lösung, welche die VFA¹ im Herbst 2020 vorstellte, besteht in der Entschädigung jedes Pflegeheims mit einer Pauschale von 528 Franken pro Pflegeheimbett gemäss Verordnung über die Liste der Pflegeheime des Kantons Freiburg (Stand 1. November 2020). Die Pauschale wurde so berechnet, dass sie 0,66 Vollzeitäquivalente (VZÄ) (à 80 000 Franken) pro 100 Betten finanziert, um den Mehraufwand des Hauswartdienstes, der Küche, des technischen Diensts und der Verwaltungsabteilungen zu kompensieren. Die Pauschale ist eine Entschädigung zur Begleichung aller Forderungen noch nicht übernommener Zusatzkosten der ersten beiden Wellen, das heisst der zwölf Monate ab März 2020; ausgenommen sind die Kosten im Zusammenhang mit dem Umsatz der Cafeterien und Restaurants der Pflegeheime, die separat abgerechnet werden (s. Kap. 2.3).

Der Gesamtbetrag dieser Entschädigung beläuft sich auf 1 506 912 Franken (Art. 1 Abs. 2 Bst. b dieses Dekrets). Er wird den Pflegeheimen im Herbst 2023 direkt überwiesen.

2.3 Umsatzrückgang in den Cafeterien und Restaurants der Pflegeheime

Die Cafeterien und Restaurants der Pflegeheime mussten schliessen, ohne dass sie stets von den verschiedenen staatlichen Hilfen profitieren konnten.

Das gewählte Modell, das ebenfalls von der VFA vorgeschlagen wurde, vergleicht den durchschnittlichen Umsatz 2018–2019 mit dem Umsatz von 2020. Die Pflegeheime werden zu 50 % für diese Differenz entschädigt. Die Auszahlung geschieht gestützt auf die Bestandteile der genauen Umsätze, die von der VFA geliefert wurden. Durch dieses Vorgehen kann den 36 Pflegeheimen, deren Cafeteria oder Restaurant einen Umsatzrückgang verzeichnete, eine Hilfe in Höhe von 1 147 290 Franken geboten werden (Art. 1 Abs. 2 Bst. c dieses Dekrets).

Die Entschädigung wird den betroffenen Pflegeheimen im Herbst 2023 direkt ausbezahlt.

2.4 Mehrkosten, die den Spitexdiensten 2020 entschädigt wurden

Beim Jahresabschluss 2020 wurde den Spitexdiensten eine Kompensation für ihre Mehrkosten ausbezahlt. Auf diese Weise wurden die Kosten für das Pflege- und Hilfspersonal, das Lohn bezogen hat, aber coronavirusbedingt (kranke, isolierte, gefährdete Personen, Personen in Quarantäne) keine Leistungen erbringen konnte, gemäss den üblichen Kriterien der Lastenaufteilung mit verschiedenen Beitragenden vom Staat zu 30 % subventioniert. Von den Gesamtkosten in Höhe von 502 647 Franken zahlte der Staat 150 794 Franken. Der Restbetrag von 351 853 Franken wurde von den Spitexdiensten übernommen.

Wie bei den Pflegeheimen verlangt der Auftrag, dass der Staat die gesamten Mehrkosten trägt. So übernimmt dieser 100 % der Lohnkosten, die zu 30 % subventioniert worden waren. Die Rückzahlung beläuft sich auf 351 853 Franken, was der Differenz des 2020 bereits ausbezahlten Betrags (150 794 Franken) und den Gesamtkosten (502 647 Franken) entspricht. Betroffen ist der Zeitraum vom 1. Januar 2020 bis 31. Dezember 2020. Dieser Betrag wird den Spitexdiensten im Herbst 2023 direkt ausbezahlt (Art. 1 Abs. 2 Bst. d dieses Dekrets).

Es sei darauf hingewiesen, dass der Staat 2020 das Schutzmaterial nicht einberechnet hat. Dessen Abrechnung wird in Kapitel 2.5 dargestellt.

¹ Vorschlag der VFA im Herbst 2021. Diese Vereinigung wurde im Januar 2022 in die AFISA-VFAS umgewandelt.

2.5 Schutzmaterial in den Spitexdiensten

Zusätzlich zur vollständigen Finanzierung der Dotation, die im vorstehenden Kapitel ausgeführt wird, verlangt der Auftrag die Kostenübernahme des Schutzmaterials (Desinfektionsmittel, Masken, Handschuhe, Überschürzen und Brillen), das von den Spitexdiensten für die erste Coronawelle, das heisst vom 1. März 2020 bis 28. Februar 2021, angeschafft wurde. Der Gesamteinkaufsbetrag beläuft sich auf 383 373 Franken. Für die Berücksichtigung der nicht messbaren Differenzen im Lagerbestand, im Einkauf und in der Verwendung des Schutzmaterials der verschiedenen Dienste wurde in Zusammenarbeit mit der AFISA-VFAS ein Durchschnittspreis (42 Rappen) pro Spitexeinsatz festgelegt. Der Gesamteinkaufsbetrag wird gestützt auf die Anzahl Einsätze auf die Spitexdienste aufgeteilt. Dieser Betrag wird den Spitexdiensten im Herbst 2023 direkt ausbezahlt (Art. 1 Abs. 2 Bst. e dieses Dekrets) und gilt als Entschädigung zur Begleichung aller Forderungen.

2.6 Verbuchung der COVID-19-Mehrkosten in einem spezifischen Voranschlag

Der Auftrag verlangt schliesslich, dass die COVID-19-Mehrkosten in einem spezifischen Voranschlag verbucht werden.

Die den Pflegeheimen und Spitexdiensten 2020 ausbezahlten Mehrkosten wurden in den gewohnten Rubriken verbucht, das heisst in 3636.007 «Individualbeiträge für die Betreuungskosten in den Pflegeheimen» des Sozialvorsorgeamts und 3636.126 «Kantonsbeiträge für die spitalexterne Krankenpflege und die Familienhilfe» des Amts für Gesundheit.

Die in diesem Auftrag dargestellten Elemente werden ihrerseits in der Sonderrubrik 3636.700 «Kantonale Unterstützungsmassnahmen in Zusammenhang mit der COVID-19-Epidemie zugunsten Dritter» des Sozialvorsorgeamts (Art. 2 Abs. 1 des Dekrets) und des Amts für Gesundheit (Art. 2 Abs. 2 des Dekrets) verbucht.

3 Schlussfolgerung

Der Staatsrat beantragt dem Grossen Rat, mit einem Verpflichtungskredit einen Gesamtbetrag von 6 825 663 Franken im Sinne des Artikels 33 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staats zu finanzieren.

Dieser Betrag umfasst:

- > 3 436 235 Franken, die den Gemeinden zur Rückerstattung ihrer Beteiligung an den Mehrkosten der Pflegeheime im Jahr 2020 direkt ausbezahlt werden;
- > 1 506 912 Franken für alle Pflegeheime des Kantons zur Finanzierung der übrigen Mehrkosten in Zusammenhang mit den COVID-19-Massnahmen;
- > 1 147 290 Franken für die 36 Pflegeheime, deren Cafeteria oder Restaurant einen Verlust verzeichnete;
- > 351 853 Franken zur Rückerstattung der Beteiligung der Spitexdienste an den Mehrkosten für die Pflege- und Hilfspersonalkosten;
- > 383 373 Franken für die Spitexdienste zur Finanzierung des Schutzmaterials.

Das vorgelegte Dekret wirkt sich nicht direkt auf das Personal aus. Es hat keinen Einfluss auf die Aufteilung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden, führt aber dazu, dass von den üblichen Regeln zur Kostenaufteilung abgewichen wird. Es wirkt sich nicht auf die nachhaltige Entwicklung aus. Es führt zu keinen Schwierigkeiten bezüglich Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und dem Europarecht. Das Dekret untersteht nicht dem fakultativen Finanzreferendum. Es erfordert aber das qualifizierte Mehr, da es sich um eine einmalige Bruttoausgabe handelt, die wertmässig mehr als 1/8 % der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat verabschiedeten Staatsrechnung ausmachen (Art. 141 Abs. 2 Bst. a GRG und Verordnung über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung).

Aufgrund dieser Erwägungen beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, dieses Dekret anzunehmen.

Dekret über einen Verpflichtungskredit zur Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf den Auftrag 2020-GC-186 «Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19»;

gestützt auf die Botschaft 2023-DSAS-22 des Staatsrates vom 22. August 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Um die Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19 sicherzustellen, wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von Fr. 6 825 663 eröffnet.

² Der Verpflichtungskredit wird verwendet zur Finanzierung von:

- a) 3'436'235 Franken an die Gemeinden, zur Rückerstattung ihrer Beteiligung an den Mehrkosten der Pflegeheime im Jahr 2020;
- b) 1'506'912 Franken an die Pflegeheime, für die anderen Mehrkosten im Zusammenhang mit den COVID-19-Massnahmen;
- c) 1'147'290 Franken an die betroffenen Pflegeheime, als Ausgleich für den Umsatzrückgang in ihren Cafeterias und Restaurants;
- d) 351'853 Franken an die Spitexdienste, zur Rückerstattung ihrer Beteiligung an den Mehrkosten für die Pflege- und Hilfspersonalkosten im Jahr 2020;
- e) 383'373 Franken an die Spitexdienste, für das Schutzmaterial.

Art. 2

¹ Die Zahlungen gemäss Artikel 1 Abs. 2 Bst. a, b und c werden unter der Rubrik 3636.700 «Kantonale Unterstützungsmassnahmen in Zusammenhang mit der Covid-19-Epidemie zugunsten Dritter» unter der Kostenstelle 3645/SOCI - Sozialvorsorgeamt verbucht.

² Die Zahlungen gemäss Artikel 1 Abs. 2 Bst. d und e werden unter der Rubrik 3636.700 «Kantonale Unterstützungsmassnahmen in Zusammenhang mit der Covid-19-Epidemie zugunsten Dritter» unter der Kostenstelle 3605/SANT - Amt für Gesundheit verbucht.

³ Sie werden durch Entnahmen aus den Rückstellungen gedeckt und richten sich nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DSAS-22

Projet de décret :

Crédit d'engagement pour la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile

Proposition de la commission ad hoc CAH-2023-017

Présidence : Fahrni Marc

Membres : de Weck Antoinette, Esseiva Catherine, Ingold François, Jaquier Armand, Mäder-Brülhart Bernadette, Meyer Loetscher Anne, Rey Alizée, Schwander Susanne, Sudan Stéphane, Thalmann-Bolz Katharina.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 25 septembre 2023

Anhang

GROSSER RAT

2023-DSAS-22

Dekretsentwurf:

Verpflichtungskredit zur Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19

Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2023-017

Präsidium: Fahrni Marc

Mitglieder: de Weck Antoinette, Esseiva Catherine, Ingold François, Jaquier Armand, Mäder-Brülhart Bernadette, Meyer Loetscher Anne, Rey Alizée, Schwander Susanne, Sudan Stéphane, Thalmann-Bolz Katharina.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grosse Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grosse Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grosse Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 25. September 2023

Annexe

Anhang

GRAND CONSEIL

2023-DSAS-22

Projet de décret :
Décret concernant la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 14 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est absent), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 27 septembre 2023

GROSSER RAT

2023-DSAS-22

Dekretsentwurf:
Dekret über einen Verpflichtungskredit zur Übernahme der Mehrkosten der Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der finanziellen Unterstützungsmassnahmen COVID-19

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 14 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist abwesend) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 27. September 2023



Rapport 2023-DSAS-39

6 juillet 2023

— Garantir un cadre clair et sûr pour l'HFR

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport sur le mandat 2022-GC-16 Zurich Simon / de Weck Antoinette / Zermatten Estelle / Schumacher Jean-Daniel / Rey Alizée / Vial Pierre / Meyer Loetscher Anne / Grossrieder Simone Laura / Kolly Nicolas / Mesot Roland.

Table des matières

1	Résumé du mandat	2
2	Mise en œuvre du mandat	2

1 Résumé du mandat

Par mandat déposé et développé le 3 février 2022, les député-e-s signataires relèvent les pertes financières conséquentes annoncées par l'HFR en lien avec la situation de pandémie. Ces pertes découlent d'une part de l'augmentation des charges de l'institution, et d'autre part d'une baisse des recettes, notamment à la suite du report d'un nombre important d'opérations électorales. Dans ce contexte, les député-e-s soulignent l'importance d'assurer la sécurité nécessaire à la bonne gestion de l'HFR et demandent à l'Etat de Fribourg de :

- > compenser entièrement les baisses de recettes consécutives à la pandémie ;
- > mettre en œuvre l'article 3 al. 4bis de la loi Covid-19 jusqu'à la fin du premier trimestre 2022 et d'assurer le risque financier lié à la pandémie afin que l'HFR puisse se concentrer sur sa mission ;
- > prendre les mesures nécessaires pour éviter que le risque financier lié à la pandémie conduise à des licenciements.

2 Mise en œuvre du mandat

Comme détaillé et chiffré dans la réponse au présent mandat¹, à laquelle il est renvoyé au surplus, l'Etat a assumé la couverture entière des effets financiers en lien avec le Covid-19 à l'HFR, en appliquant un principe de financement cohérent (différence entre le déficit réel et le déficit structurel), pour les comptes 2020 et 2021. A relever que le montant 2021 de 35 millions, indiqué comme provisoire dans la réponse, a été fixé de manière définitive le 5 septembre 2022.

Pour l'année 2022, la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) a repris les critères adaptés du modèle H+ afin d'isoler de manière précise les effets COVID-19 dans les comptes de l'HFR. Le chiffrage de ce modèle a été présenté à la Direction de l'HFR et validé d'un commun accord.

Sur cette base, le Conseil d'Etat a décidé, à la fin de l'année 2022 de verser à l'HFR un acompte de 6 millions de francs pour l'année 2022.

L'estimation des coûts pour l'année entière s'élève à un montant d'environ 8.4 millions de francs. Le décompte final pour les coûts COVID-19 pour l'année 2022 se fera au 3^e trimestre 2023 sur la base des informations transmises par l'HFR.

Le financement des réserves de capacités nécessaires pour affronter les pics d'activité fait partie intégrante du financement COVID de l'Etat en 2022, comme cela a été le cas en 2020 et 2021. A noter que le Conseil d'Etat est conscient de l'importance pour l'HFR de pouvoir disposer de ces réserves de capacités, y compris hors période COVID. Il analyse ainsi l'opportunité d'intégrer un tel financement dans les PIG et AP dès 2024.

L'aide financière de l'Etat liée à la pandémie, qui s'élève à environ 77.7 millions de francs depuis 2020, a permis à l'HFR de se concentrer sur la fourniture de prestations et de prévenir d'éventuels licenciements.

Le Conseil d'Etat relève toutefois que la pandémie et ses lourdes répercussions sur l'HFR ne sauraient éluder la nécessité pour ce dernier d'accroître l'efficacité et l'efficience de son fonctionnement, afin d'améliorer ses performances et de tendre vers des résultats similaires à des hôpitaux comparables.

En conséquence, le Conseil d'Etat confirme au Grand Conseil que le mandat 2022-GC-16 a été réalisé selon les modalités décrites dans le présent rapport et dans la réponse du 4 juillet 2022.

En conclusion, il invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.

¹ https://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/fr/ax-62dad748d7577/fr_RCE_2022-GC-16_Mandat_HFR_Cadre_sur.pdf



Bericht 2023-DSAS-39

6. Juli 2023

—

Ein klarer und sicherer Rahmen für das HFR

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Bericht zum Auftrag 2022-GC-16 Zurich Simon / de Weck Antoinette / Zermatten Estelle / Schumacher Jean-Daniel / Rey Alizée / Vial Pierre / Meyer Loetscher Anne / Grossrieder Simone Laura / Kolly Nicolas / Mesot Roland.

Inhalt

—

1	Zusammenfassung des Auftrags	2
2	Umsetzung des Auftrags	2

1 Zusammenfassung des Auftrags

In ihrem am 3. Februar 2022 eingereichten und begründeten Auftrag betonen die unterzeichnenden Grossrätinnen und Grossräte die erheblichen finanziellen Verluste des HFR im Zusammenhang mit der Pandemielage. Diese Verluste sind einerseits auf den Ausgabenanstieg der Institution, andererseits auf den Einnahmerückgang zurückzuführen, insbesondere weil viele elektive Eingriffe verschoben werden mussten. In diesem Zusammenhang unterstreichen die Grossrätinnen und Grossräte, wie wichtig es ist, die für die gute HFR-Führung notwendige Sicherheit zu gewährleisten, und verlangen vom Staat Freiburg:

- > den Einnahmerückgang infolge der Pandemie vollständig zu kompensieren;
- > Artikel 3 Abs. 4bis des Covid-19-Gesetzes bis Ende des ersten Quartals 2022 umzusetzen und das finanzielle Risiko abzusichern, so dass sich das HFR auf seinen Auftrag konzentrieren kann;
- > die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um zu verhindern, dass das finanzielle Risiko in Zusammenhang mit der Pandemie zu Kündigungen führt.

2 Umsetzung des Auftrags

Wie in der Antwort auf diesen Auftrag¹, auf die im Übrigen verwiesen wird, detailliert und beziffert, hat der Staat dem HFR die finanziellen Auswirkungen im Zusammenhang mit COVID-19 durch die Anwendung eines kohärenten Finanzierungsgrundsatzes (Differenz zwischen tatsächlichem und strukturellem Defizit) für die Jahresrechnungen 2020 und 2021 vollständig entschädigt. Zu bemerken gilt, dass der in der Antwort als provisorisch angegebene Betrag von 35 Millionen Franken am 5. September 2022 definitiv festgesetzt wurde.

Für das Jahr 2022 übernahm die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) die angepassten Kriterien des H+ Modells, um die COVID-19-Auswirkungen in den HFR-Konten präzise zu isolieren. Die Zahlen dieses Modells wurden der Direktion des HFR vorgelegt und in gegenseitigem Einvernehmen bestätigt.

Auf dieser Grundlage beschloss der Staatsrat Ende 2022, dem HFR eine Vorauszahlung von 6 Millionen Franken für das Jahr 2022 zu leisten.

Die Kosten für das Gesamtjahr werden auf rund 8,4 Millionen Franken geschätzt. Die Schlussabrechnung der COVID-19-Kosten für das Jahr 2022 wird im 3. Quartal 2023 auf der Grundlage der vom HFR übermittelten Informationen erstellt.

Die Finanzierung von Kapazitätsreserven, die zur Bewältigung von Zeiten besonders intensiver Belastung notwendig sind, sind integraler Bestandteil der COVID-Finanzierung des Staates im 2022, wie bereits 2020 und 2021. Der Staatsrat ist sich bewusst, wie wichtig es für das HFR ist, diese Kapazitätsreserven in Anspruch nehmen zu können, auch ausserhalb von Coronazeiten. Er analysiert daher, ob es sinnvoll ist, eine solche Finanzierung ab 2024 in die gemeinwirtschaftlichen Leistungen und die anderen Leistungen aufzunehmen.

Dank der staatlichen Finanzhilfe im Zusammenhang mit der Coronapandemie, die sich seit 2020 auf rund 77,7 Millionen Franken beläuft, konnte sich das HFR auf die Leistungserbringung konzentrieren und allfällige Entlassungen verhindern.

Dennoch ruft der Staatsrat in Erinnerung: Die Pandemie und ihre gewichtigen Auswirkungen auf das HFR werden nichts daran ändern, dass das HFR die Betriebswirksamkeit und -effizienz steigern muss, um seine Performance zu erhöhen und Ergebnisse zu erzielen, die in die Richtung vergleichbarer Spitäler gehen.

¹ https://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/de/ax-62dad61eb7810/de_RCE_2022-GC-16_Mandat_HFR_Cadre_sur.pdf

Folglich bestätigt der Staatsrat dem Grossen Rat, dass der Auftrag 2022-GC-16 entsprechend den im vorliegenden Bericht und in der Antwort vom 4. Juli 2022 beschriebenen Modalitäten ausgeführt wurde.

Abschliessend lädt er den Grossen Rat ein, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.